



UNEVOC

CENTRE INTERNATIONAL
pour l'enseignement
et la formation techniques
et professionnels

Bulletin

UNESCO-UNEVOC

» Editorial «

L'EFTP au cœur des débats de la Conférence générale 2005 de l'UNESCO

Lors de la récente Conférence générale de l'UNESCO, de nombreux pays ont souligné à quel point il est important de renforcer et d'améliorer l'EFTP et le développement des compétences en vue de l'employabilité et de la citoyenneté, ainsi que de promouvoir les pratiques positives pour consolider les passerelles entre l'univers éducatif et le monde du travail. Les délégués ont rappelé l'importance de l'EFTP dans son rôle d'aspect clé de l'Éducation pour tous (EPT) et de contribution essentielle à la Décennie pour l'éducation en vue du développement durable (DEDD).

La 33^{ème} session de la Conférence générale de l'UNESCO (qui s'est tenue à Paris du 3 au 21 octobre) a reconnu la valeur intrinsèque de l'éducation comme droit humain et son rôle fondamental dans l'élimination de la pauvreté. Lors de sa réélection au poste de Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura a rappelé que «l'éducation est LE programme prioritaire, ou objectif, de l'Organisation».

L'éducation pour tous était le thème central de la Conférence générale.

Les délégués de 188 États membres ont reconnu que la mission de l'UNESCO est de créer des opportunités d'apprentissage pour chaque enfant, jeune et adulte, quel que soit son milieu social, où que ce soit dans le monde.

Ce sont près de 4.000 personnes que l'UNESCO a accueillies pendant les trois semaines de la Conférence générale pour définir les priorités de l'UNESCO pour le prochain biennium (2006-2007), dont huit chefs d'État et de gouvernement, deux vice-présidents, sept vice-premiers ministres, 218 ministres, 3.203 délégués, 350 journalistes et 495 observateurs.

Plusieurs manifestations spéciales ont par ailleurs eu lieu pendant la Conférence générale pour marquer le 60^{ème} anniversaire de l'UNESCO.

La Commission II de la Conférence générale, consacrée à l'éducation (3-10 octobre), a adopté, après en avoir débattu, le Projet de programme et de budget pour les activités de l'UNESCO en matière d'éducation en 2006-2007.

Le budget total de l'éducation s'élève à 107,8 millions de \$US, et les trois priorités sont la formation des enseignants, l'alphabétisation et l'éducation à la prévention du VIH/SIDA.

Parmi les thèmes abordés par la Commission II figuraient une évaluation de l'Éducation pour tous et de ses perspectives d'avenir ainsi que des contributions à la Décennie internationale pour l'Éducation en vue du développement durable, lancée à New York le 1^{er} mars dernier et dont l'UNESCO est le chef de file.

Plus de soixante-seize ministres de l'éducation et autres hauts responsables nationaux de l'éducation et de la scolarité se sont rassemblés lors d'une Table ronde ministérielle (7-8 octobre) réunie à Paris à l'occasion de la Conférence de l'UNESCO pour étudier des moyens pratiques de promouvoir l'Éducation pour tous à partir d'exemples positifs relevés dans différentes parties du monde. L'essence de l'EPT résidant au niveau des pays, la Table ronde a étudié les mesures à prendre pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de l'EPT d'ici à 2015.

Il était grand temps que cette Table ronde se tienne puisque, alors que 2015 approche à grands pas, une évaluation des progrès a révélé que le monde n'est pas en bonne voie pour réaliser les objectifs de l'EPT à moins que d'importants efforts ne soient consentis pour redresser sensiblement les tendances actuelles.

Les Commissions nationales pour l'UNESCO de Suède et d'Allemagne ont organisé en coopération avec le Secteur de l'Éducation une Table ronde «Promouvoir la viabilité par le biais de l'éducation: Objectifs, stratégies, et mission de l'UNESCO pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable». De nombreux orateurs ont estimé que l'EFTP est un aspect clé du développement durable qu'il importe de prendre en compte pendant la DEDD pour que la Décennie soit à même d'atteindre ses divers objectifs.



© UNESCO/Andrew Wheeler

Pendant les débats menés tout au long de la Conférence générale, les pays participants n'ont cessé de souligner l'importance du développement des compétences pour l'employabilité et la dimension capitale de l'EPT que représente l'EFTP. En outre, avec les progrès accomplis dans la réalisation de l'EPT, nombre de pays considèrent désormais l'enseignement secondaire comme un élément important de l'éducation de base. Dans cette perspective, nombreux sont ceux qui, soucieux de renforcer le rôle de l'enseignement dans la transmission des compétences de base favorisant l'employabilité et la citoyenneté, mettent davantage l'accent sur la professionnalisation de l'enseignement secondaire.

Pour en savoir plus:
Rupert Maclean, Directeur,
r.maclean@unevoc.unesco.org

Table des matières

1	Éditorial
2	Réseau
4	Bibliothèque internationale de l'EFTP de l'UNEVOC
6	Développement durable
7	Élaboration de curricula et formation des enseignants
9	Participation du secteur privé
11	Afrique
13	Pays arabes
14	Asie et Pacifique
16	Amérique latine et Caraïbes
17	En bref
17	Visiteurs du Centre
18	Publications UNEVOC
20	Calendrier des formations
20	Calendrier des manifestations

Les élèves des établissements d'EFTP thaïlandais jouent un rôle de premier plan dans la reconstruction après le tsunami

Lorsque le tsunami a frappé en décembre 2004, les pertes en vies humaines ont été effroyables. Mais le tsunami n'a pas seulement tué un grand nombre de personnes: il a aussi privé les habitants de leurs moyens d'existence, traumatisé des populations entières et gravement endommagé les habitations. Selon le site web de l'UNESCO:

Les premières estimations relatives à l'ampleur de la catastrophe et au nécessaire travail de reconstruction confirment qu'il s'agit de l'une des plus grandes catastrophes naturelles de l'histoire récente.

Les tâches de reconstruction dans les régions affectées s'annoncent impressionnantes. Les élèves des institutions d'EFTP de toute la Thaïlande n'en ont pas moins mis avec courage leur temps et leur savoir-faire au service tant des efforts immédiats de secours que des activités de reconstruction.

Les élèves des établissements d'EFTP de tout le pays ont

- >> recueilli et diffusé des informations sur les personnes tuées, blessées et/ou sans abri,
- >> déblayé, fait la cuisine, construit des abris et assumé d'autres services,



Avec l'aimable autorisation du ministère de l'éducation de Thaïlande

- >> réparé et construit des maisons, des canots, des équipements professionnels, des automobiles, des bateaux et moteurs de bateaux et
- >> assuré une formation à des activités génératrices de revenus.

En août 2005, huit mois après le raz-de-marée, les élèves de l'EFTP de Thaïlande avaient:

- >> construit 563 maisons en dur,
- >> construit et réparé 160 équipements de pêche,
- >> réparé 369 embarcations de pêche et de tourisme et
- >> construit 174 embarcations de pêche.

À l'heure actuelle, des groupes d'élèves d'établissements thaïlandais d'EFTP assurent une rotation dans les zones affectées pour construire maisons et bateaux. Leurs remarquables efforts sont fortement appréciés.

Pour en savoir plus:

Dr Siripan Choomnoom, Bureau de la Commission de l'enseignement professionnel, Ministère de l'éducation, Thaïlande, siripanch@hotmail.com

BBC NEWS ÉDITION MONDIALE Comment vous avez vécu la catastrophe en Asie

«Je suis arrivée deux heures après le déferlement du raz-de-marée. Notre hôtel était à Kho Hae, et on nous a immédiatement relogés pour assurer notre sécurité. La gentillesse et la bienfaisance des Thaïlandais ont été phénoménales. Le collège polytechnique de Phuket, d'où j'écris, a été le théâtre d'un immense dévouement personnel. Tous les élèves sont revenus à l'école, et les garçons ont commencé à faire des cercueils, les filles ont préparé des colis de vivres et d'articles de première nécessité. Tout ceci s'est fait entièrement à partir de dons des élèves, des parents et des enseignants. Pour des gens qui n'ont pas grand-chose, leur générosité m'a profondément touchée.»

*Ann Kingston,
BBC NEWS, Thaïlande / Royaume-Uni
Décembre 2004*

Introduction des nouveaux Centres UNEVOC au réseau

Le séminaire du réseau UNEVOC *Sub-Regional Induction/Refresher Course and Mapping the UNEVOC Network [Cours sous-régional d'intégration/de mise à niveau et cartographie du réseau UNEVOC]* s'est déroulé à Bangkok, en Thaïlande, les 8 et 9 août. Le séminaire constituait une introduction au réseau, le groupe cible visé étant celui des nouveaux centres UNEVOC ou nouveaux responsables de centres UNEVOC. Le *Centre for Learning Research* de l'Université Griffith, Australie, nouveau centre UNEVOC, a été invité à ce titre à participer à la réunion. Cela a été pour moi une expérience extrêmement enrichissante pour plusieurs raisons.



Dr Margarita Pavlova, Université Griffith, Australie

J'aimerais souligner l'une de ces raisons: la coopération avec une équipe de collègues de différents pays sur un plan d'action visant à mettre en place un réseau efficace de centres UNEVOC dans la région Asie-Pacifique.

Au cours d'un débat de deux journées, notre équipe a élaboré un certain nombre de stratégies en vue d'instituer une collaboration efficace:

- >> utiliser les technologies de l'information pour mettre en commun nos réflexions dans les centres UNEVOC dans toute la région;
- >> déterminer ensemble les questions à traiter immédiatement (en ce qui concerne tant la mise en commun des résultats de la recherche et des expériences réalisées que les innovations en matière d'enseignement et d'apprentissage et la mise en œuvre des réformes de la politique de l'EFTP aux niveaux local, régional et international);
- >> solliciter des centres UNEVOC des suggestions quant aux thèmes prioritaires sur lesquels axer leur contribution;
- >> élaborer ensemble un programme intégré pour traiter certains thèmes choisis dans tous les centres concernés en vue d'exercer une influence sur les décisions politiques;



Participants au séminaire du réseau UNEVOC

- >> rechercher des possibilités de financement et repérer des sponsors.

Cette réunion a donné aux centres UNEVOC l'occasion de mettre en commun leurs idées, de s'informer de leurs différentes perspectives et d'agir ensemble. Elle m'a permis de faire, en toute simplicité et sous toutes ses facettes, la connaissance du réseau UNESCO-UNEVOC.

(contribution du Dr Margarita Pavlova, Université Griffith, Australie)

Pour en savoir plus:

Efison Munjanganja, Responsable des réseaux UNEVOC, e.munjanganja@unevoc.unesco.org

Compétences pour des moyens de subsistance durables – Application des instruments normatifs de l'UNESCO sur l'EFTP

En août 2005, des décideurs et coordinateurs des centres UNEVOC se sont réunis à Nairobi, au Kenya, pour discuter lors d'un séminaire de quatre jours de leur mission et de leur activité quant à l'application des instruments normatifs de l'UNESCO sur l'EFTP.

Un aspect essentiel a fait l'unanimité des participants à la discussion: les compétences techniques et professionnelles devraient être intégrées dans le cadre structurel de l'éducation et les systèmes d'EFTP dans les cadres nationaux de qualifications. Ceci permettrait de mieux les articuler, d'améliorer l'assurance de la qualité et d'harmoniser la certification et le transfert des crédits capitalisables. Tout en restant fidèle aux instruments normatifs, il

ratif d'intégrer la prévention du VIH/SIDA dans les programmes d'EFTP de même que de lutter contre la stigmatisation et la discrimination associées à cette maladie. L'EFTP se doit de tenir compte des changements que connaît la technologie, et des partenariats avec le secteur privé devraient être mis en place. Les pays sortant d'un conflit doivent bénéficier d'une assistance par le biais d'initiatives d'EFTP.



© ILO/Crozet M.

de lancer une association professionnelle sous-régionale d'EFTP, une initiative que nous avons l'honneur d'engager.

Les résultats de ce séminaire ont influé sur mon travail et sur le développement de l'EFTP dans ma région. J'ai trouvé matière à réflexion dans le rôle que les instruments normatifs peuvent jouer pour guider les normes et les pratiques dans la définition des politiques.

Pour en savoir plus:

Dr John Simiyu, Chargé de cours principal et chef du Département d'éducation technologique, Université Moi (centre UNEVOC), Eldoret, Kenya, jwsi54@yahoo.com

Instruments normatifs

L'une des missions de l'UNESCO en matière d'éducation est de porter à la connaissance de ses États membres les normes internationalement reconnues dans certains domaines. L'UNESCO transmet ces informations par des instruments normatifs qui aident les États membres à rechercher et à maintenir ces normes dans leurs systèmes nationaux. Les instruments normatifs sont généralement des documents élaborés à l'issue de consultations techniques approfondies à l'échelon international. Dans l'enseignement technique et professionnel (ETP), l'UNESCO a élaboré deux documents normatifs: la **Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel** et la **Convention sur l'enseignement technique et professionnel**. Ces deux documents sont accessibles sur le site web de l'UNESCO à <http://www.unesco.org>

importe d'envisager dans l'EFTP une discrimination positive et la prise en compte dans ses initiatives des groupes vulnérables et marginalisés, sans considération d'âge ou de statut socio-économique. D'autres conclusions de la réunion concernent l'impé-

Sur le plan régional, il est évident que la coopération et la mise en commun des informations parmi les praticiens de l'EFTP peuvent être renforcées au moyen d'associations professionnelles nationales et régionales d'EFTP. Mandat a été donné au Kenya

Assistance financière aux membres du réseau UNEVOC

Pour soutenir le développement de l'EFTP dans les pays en développement, le Centre international UNESCO-UNEVOC peut fournir une assistance financière à certains centres UNEVOC. Cette assistance peut revêtir trois formes:

- >> équipes mobiles de formation permettant à un petit groupe de professionnels de l'EFTP de se mettre au courant d'un aspect particulier de l'EFTP dans un autre pays,
- >> bourses permettant à un professionnel de l'EFTP d'effectuer un stage dans un autre pays,
- >> petites subventions pouvant être utilisées à diverses fins.

Les centres UNEVOC susceptibles de s'intéresser à ces formes d'assistance financière trouveront sur le site web UNESCO-UNEVOC tous détails et instructions à partir de la mi-janvier 2006.

Petites subventions pour l'Amérique latine

Le Centre international UNESCO-UNEVOC offre de petites subventions aux intéressés du réseau UNEVOC qui soumettent des propositions de projets se conformant à un certain nombre de critères de sélection. Le Programme de petites subventions de l'UNEVOC vise à fournir aux membres de l'équipe des centres UNEVOC la possibilité d'améliorer leurs connaissances et leurs compétences, par exemple par des rencontres avec des collègues de leur propre pays ou d'autres pays en vue de la réalisation d'un objectif spécifique commun. En 2005, le Centre international UNESCO-UNEVOC a accordé deux petites subventions à des centres UNEVOC du Brésil et d'Uruguay.

Les quatre centres UNEVOC du Brésil (les centres fédéraux d'enseignement technologique de Minas Gerais, Rio de Janeiro, Paraná et Bahia) ont organisé, en collaboration avec le ministère brésilien de l'éducation, une réunion d'examen des processus

par lesquels les centres fédéraux d'enseignement technologique peuvent être transformés en universités technologiques. Cette initiative a pour but d'étendre et d'améliorer l'EFTP dans le pays. La réunion a permis l'apport d'idées et l'élaboration d'idées concrètes pour la formulation et la mise en œuvre de mesures à cet effet. Elle s'est tenue à Brasilia les 24 et 25 octobre 2005, rassemblant des acteurs brésiliens et des experts internationaux qui ont présenté les expériences réalisées dans le cadre de processus similaires. La subvention de l'UNEVOC représentait une contribution au financement de cette réunion. Pour en savoir plus sur les travaux et les résultats de la réunion, prière de contacter Mme Marilza Regattieri au Bureau de l'UNESCO à Brasilia (marilza.regattieri@unesco.org.br).

La deuxième petite subvention a été accordée au CECAP (*Centro de Capacitación y Producción*), le centre UNEVOC d'Uruguay. Depuis sa création en 1982, le CECAP mène des activités d'enseignement et de formation à l'intention de jeunes et jeunes adultes de quinze à vingt ans sans emploi et sans qualifications ne relevant pas du système éducatif normal et venant de familles à faibles revenus. Depuis quelques années, le CECAP est aussi devenu

un acteur essentiel du Programme national sur l'éducation et le travail, qui vise à dispenser aux jeunes déscolarisés des compétences de base permettant leur insertion sur le marché du travail. La petite subvention de l'UNEVOC est affectée à la mise au point de matériels d'enseignement et de formation ainsi qu'à la réalisation du programme. Plusieurs

groupes de travail se consacrent à l'élaboration des matériels; outre le personnel du CECAP, ils rassemblent des enseignants et formateurs, des ONG, des représentants du Conseil pour l'enseignement technique et professionnel et d'autres acteurs et experts intervenant dans ce domaine.

Les matériels devraient pouvoir être diffusés au printemps 2006.

Pour en savoir plus:
Astrid Hollander, Experte associée,
Centre international UNESCO-UNEVOC,
A.Hollander@unevoc.unesco.org

> Bibliothèque internationale de l'EFTP de l'UNEVOC <

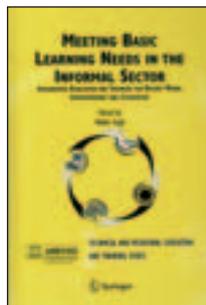
Série d'ouvrages Développements en cours dans l'EFTP: enjeux, interrogations et perspectives

La série **Développements en cours dans l'EFTP: enjeux, interrogations et perspectives**, éditée par Rupert Maclean et David Wilson, est une initiative du Centre international UNESCO-UNEVOC et est publiée par Springer Science + Business Media B.V. Elle se livre à une analyse approfondie des développements en cours dans divers aspects de l'éducation pour le monde du travail, et notamment l'EFTP. Elle examine les aspects d'importance capitale et de nature novatrice dans ce domaine. Elle présente les bonnes pratiques et les innovations, étudie les questions controversées et prend pour exemples des études de cas. Elle s'adresse à un vaste public de décideurs, praticiens, gestionnaires, planificateurs, chercheurs, enseignants, formateurs d'enseignants, élèves et collègues d'autres domaines désireux de mieux connaître l'EFTP, qu'ils viennent de pays développés ou en développement. Elle s'inscrit dans une large gamme de publications paraissant dans la *Bibliothèque internationale de l'EFTP de l'UNEVOC*.

Le premier ouvrage de la série, **Vocationalisation of Secondary Education Revisited** [*Nouveau regard sur la professionnalisation de l'enseignement secondaire*], édité par Jon Lauglo et Rupert Maclean, est une importante contribution au débat mené il y a un certain temps sur les avantages et les inconvénients d'un enseignement secondaire ayant pour mission plus directe et plus explicite de préparer les jeunes au monde du travail. L'ouvrage présente des exemples concrets de professionnalisation de l'en-

seignement secondaire en se référant notamment à l'Afrique. Si l'ouvrage est surtout centré sur la situation telle qu'elle se présente en Afrique, les enseignements qu'il en tire sont d'une grande utilité pour les chercheurs, les décideurs et les praticiens qui travaillent dans d'autres parties du monde.

Les études de cas du Botswana, du Ghana, du Kenya et du Mozambique sont complétées par une étude empirique menée aux États-Unis, où la professionnalisation jouit de conditions nettement plus favorables que dans les pays africains.



Le second ouvrage de la collection est intitulé **Meeting Basic Learning Needs in the Informal Sector** [*Satisfaire aux besoins élémentaires d'apprentissage dans le secteur informel*]. Édité par Madhu Singh, il se penche sur les tenants et les aboutissants des besoins élémentaires

d'apprentissage et des compétences des personnes qui travaillent et vivent dans l'économie informelle. Il dépeint les graves problèmes des systèmes d'éducation et de formation en ce qui concerne les travailleurs du secteur informel. L'ouvrage examine les corrélations entre l'EPT et le travail et affirme qu'il est décisif pour surmonter l'oppression et les conditions de travail indécentes de promouvoir le droit à une éducation de base (voir interview).

Les deux publications peuvent être commandées directement auprès de Springer à <http://www.springer.com>

Les prochains ouvrages de la série **Développements en cours dans l'EFTP: enjeux, interrogations et perspectives** couvriront des thèmes tels que:

- >> l'éducation des adolescents et des jeunes pour le travail scolaire et professionnel,
- >> le financement de l'éducation pour le travail,
- >> l'apprentissage tout au long de la vie sur le lieu de travail,
- >> les femmes et les filles dans l'EFTP,
- >> la mise en œuvre efficace des TIC au service de l'EFTP,
- >> la planification des systèmes éducatifs pour promouvoir l'éducation pour le monde du travail,
- >> la reconnaissance et l'évaluation,
- >> l'éducation et la formation des soldats démobilisés dans les situations post-confliktuelles,
- >> la recherche sur l'EFTP et
- >> la transition entre l'école et la vie active.

Pour en savoir plus:
Rupert Maclean, Directeur,
r.maclean@unevoc.unesco.org

Satisfaire aux besoins élémentaires d'apprentissage dans le secteur informel

Madhu Singh (MS): L'Institut pour l'éducation de l'UNESCO (IEU), à Hambourg, en Allemagne, où je dirige actuellement le programme sur l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie, est l'un des six instituts éducatifs de l'UNESCO. Nous sommes un centre international de recherche, de formation, d'information et de documentation et de publication sur l'alphabétisation, l'éducation non formelle, l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long

de la vie. Parallèlement aux recommandations de la cinquième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA V) et à la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, nous sommes particulièrement attachés à la réalisation du Cadre d'action de Dakar sur l'éducation pour tous (EPT), adopté en 2000 au Forum mondial sur l'éducation.

L'ouvrage *Meeting Basic Learning Needs in the Informal Sector* est le résultat d'études conjointes menées par l'IEU, l'Organisation mondiale du travail (OMT) en Asie du Sud (Népal, Inde et Bangladesh). Au moment de la diffusion de ces études, j'ai décidé d'inclure des études de cas d'autres pays. Ainsi, en fin de compte, le livre ne présente pas seulement

une perspective interrégionale, mais intègre aussi des thèmes transversaux.

Question (Q): D'où est venue l'inspiration de ce livre?

MS: L'inspiration est venue pour moi du désir de soumettre le secteur informel à l'analyse éducative et de contribuer à renforcer le dialogue mené par les praticiens et les décideurs sur la meilleure manière de prendre en compte les segments de la population situés hors des systèmes formels d'éducation et de travail. On a tendance à considérer l'économie informelle comme une «économie de survie». Cela a conduit par le passé à négliger les processus éducatifs et les besoins éducatifs des

personnes qui vivent et travaillent dans ce secteur. De plus en plus toutefois, on se rend compte aujourd'hui que cette économie est un phénomène permanent, et l'enseignement de base et l'éducation et la formation continues sont considérés comme la clé de l'autonomisation des intéressés et un élément primordial des stratégies de réduction de la pauvreté et de développement économique et social durable.

L'autre motif qui m'a inspirée était le désir de démontrer que le développement de l'éducation pour le secteur informel ne peut réussir que dans la mesure où elle reflète l'innovation, les initiatives et les démarches qui émanent du secteur informel lui-même. C'est un secteur qui incarne le savoir-faire autonome, la participation à la société civile, l'apprentissage transformationnel, sur le tas, autodidactique et intergénérationnel, de même que l'apprentissage dans des environnements extra-scolaires – comme l'apprentissage par la participation à des mouvements sociaux. Mon objectif était d'identifier, de diffuser et d'établir des méthodes et processus d'apprentissage efficaces qui soient utiles pour les acteurs qui dans la société se consacrent à ce secteur.

Q: Dans l'avant-propos, Rupert Maclean indique que ce livre:

... vise à passer de la connotation étroitement mécanique du développement des compétences et de l'emploi à une approche basée sur les droits...

Pourriez-vous préciser cette réflexion?

MS: Le livre considère que l'éducation est un droit humain et que ce droit à l'éducation est capital pour la réalisation d'autres droits humains fondamentaux: sécurité, représentation, dialogue, santé, liberté, bien-être économique, participation aux systèmes culturels et politiques, et conditions de travail et de vie décentes. L'éducation est la clé de la croissance et du développement. L'alphabetisation est le fondement qui donne aux individus une perspective de mobilité. À mon avis, le droit à l'éducation n'est pas simplement le droit à une éducation de base, mais un droit à une éducation de qualité ouvrant la voie à la mobilité, à des revenus plus élevés et aux avantages de la poursuite de l'éducation.

Q: Pourquoi avez-vous choisi de vous concentrer sur le secteur informel?

MS: Tout d'abord, on ne peut ignorer le secteur informel. Il constitue un élément capital de notre société globale. Dans certains pays, le secteur informel représente plus de la moitié de la population active. Si l'on devait comparer les contributions respectives des économies formelle et informelle à l'emploi en Inde, par exemple, on constaterait que leur relation s'élève à 20:80. Pour le produit intérieur brut, elle est de 57:43. Si ces chiffres révèlent d'une part la grande capacité d'absorption par le secteur informel d'individus qui sinon n'auraient peut-être aucun revenu du tout, ils montrent d'autre part la faible productivité que le secteur informel doit au faible niveau d'instruction et de compétences et au faible degré technologique qui sont les siens. Dans de nombreuses sociétés, le secteur informel englobe aussi les métiers traditionnels et les activités culturellement significatives qui assurent la préservation d'une société et d'une culture.



Madhu Singh, directrice de rédaction de «Meeting Basic Learning Needs in the Informal Sector: Integrating Education and Training for Decent Work, Empowerment and Citizenship», publié par l'UNESCO-UNEVOC, l'IUE et Springer en 2005

En second lieu, la volonté de réaliser les objectifs de l'EPT, et notamment l'objectif 3 («répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante») rend d'autant plus nécessaire que l'on s'intéresse au secteur informel, où l'instruction de base et l'éducation continue sont largement déficientes.

Q: Quel rôle le secteur informel joue-t-il dans notre société mondialisée?

MS: La mondialisation a renforcé encore la pression sur le secteur informel – elle exige davantage de compétitivité, une plus grande productivité et un meilleur souci de qualité. Du fait de la mondialisation, les avantages de la main-d'œuvre bon marché et des ressources naturelles et locales pour les unités de production de petite taille ne vont pas durer longtemps. La portée des nouvelles technologies telles que les biotechnologies et la microélectronique dépendra du niveau d'adaptation des compétences. C'est ici que le rôle de la formation continue et de l'apprentissage tout au long de la vie ainsi que des «nouveaux alphabétismes» comme l'alphabetisme technologique déterminera l'avenir du secteur informel.

Mais parallèlement à cela, il est important d'aider les gens à gagner décemment leur vie, en se concentrant sur les jeunes déscolarisés sans accès à l'éducation ou à la formation continues, sur les travailleurs licenciés, les enfants travailleurs et les femmes et les handicapés.

Q: Les études mettent-elles en évidence pour les différents pays des besoins d'apprentissage communs dans le secteur informel?

MS: Comme il s'agit d'un secteur très hétérogène, il n'y a fondamentalement pas de besoins d'apprentissage véritablement communs dans l'ensemble du secteur informel. Les besoins d'apprentissage varient avec l'âge, le site urbain ou rural, le sexe, l'origine socio-culturelle et le niveau d'éducation. Il est important aussi d'opérer une distinction entre

les besoins d'apprentissage des segments «de tête» de l'économie informelle et ceux qui se trouvent «en fin de peloton».

Malgré tout, il y a des compétences que l'on peut qualifier de fondamentales pour les travailleurs de l'économie informelle. L'apprentissage dans l'économie informelle est considéré d'une part comme l'acquisition de compétences et aptitudes techniques et d'autre part comme l'acquisition de compétences organisationnelles et sociales. Communiquer avec autrui, négocier, promouvoir des produits, transmettre des connaissances, mettre en place des organisations d'auto-assistance et fournir des conseils sont autant d'activités décisives dans l'économie informelle. Le fait que les «besoins élémentaires d'apprentissage» se réfèrent à la notion de «besoins élémentaires» ne signifie pas qu'ils concernent uniquement les besoins relatifs à la survie. Les besoins élémentaires d'apprentissage sont une notion à prendre au sens large et qui inclut des aspects comme la dignité dans la vie et dans le travail, la poursuite de l'apprentissage, l'aptitude à maîtriser les changements, la participation créative, la prise de décisions à bon escient, la confiance en soi, etc.

Une chose est claire: lorsque l'éducation de base et l'alphabetisation font défaut, la conséquence en est que ces personnes illettrées ne peuvent profiter de l'éducation et de la formation continues qui sont capitales pour que chacun puisse pleinement développer ses capacités.



© FAO/Balderi I.

Q: Quels sont les obstacles communs?

MS: L'éducation n'est qu'un des problèmes du secteur informel. L'absence de structures institutionnelles de soutien en est un autre. Les institutions spécialisées de formation, les voies de financement ou les ressources ainsi que les marchés constituent certains des dispositifs institutionnels fondamentaux. L'absence de ce dialogue institutionnel avec le secteur informel est un facteur des obstacles qu'il importe de surmonter. Le secteur privé n'a guère investi dans ce domaine.

Q: Et qu'en est-il des objectifs communs?

MS: Je dirais que l'objectif commun des pays en question est de renforcer et d'activer le secteur informel de telle sorte qu'il puisse jouer le rôle de vecteur de création d'emplois et de développement social et humain, comme le stipulent tous les objectifs internationalement proclamés – les objectifs de l'Éducation pour tous (EPT), les quatre piliers du rapport Delors sur l'éducation, le Mémoire sur l'éducation et la formation tout au long de la vie

ainsi que les Objectifs de développement pour le millénaire, les objectifs de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Agenda de l'OIT pour le travail décent.

Q: Si vous pouviez choisir deux actions à mener en manière d'EFTP dans le secteur informel dans le monde entier, de quoi s'agirait-il? Et pourquoi?

MS: Les deux actions que je considérerais comme les plus utiles dans le monde entier en matière d'EFTP:

1. coopérer avec les acteurs publics, privés et gouvernementaux en vue d'élaborer des programmes de formation pour le secteur informel et encourager le transfert de technologie depuis les institutions à caractère formel vers les unités de production du secteur informel;

2. intégrer l'éducation et les conditions de travail décentes dans les politiques sociales et économiques et dans différents domaines: santé, sylviculture, bâtiment, agriculture, hygiène, environnement, protection sociale.

Pour en savoir plus:

Madhu Singh, Spécialiste principale de programme, Institut pour l'éducation de l'UNESCO, Hambourg, Allemagne, m.singh@unesco.org

> Développement durable <

À la fin de la réunion internationale d'experts de l'UNESCO *Apprendre pour le travail, la citoyenneté et la durabilité* qui s'est tenue à Bonn en octobre 2004, les régions de l'UNESCO ont été invitées à

organiser des réunions pour préciser dans quelle mesure l'EFTP peut contribuer à la durabilité économique, sociale et environnementale. Jusqu'à présent, des réunions ont eu lieu à Bangkok, du 10 au 12

août 2005, et à Bahreïn, du 19 au 21 septembre 2005.

Intégrer les aspects du développement durable dans l'EFTP en Asie et dans le Pacifique

Le Centre international UNESCO-UNEVOC, l'*Office of the Vocational Education Commission (OVEC)* de Thaïlande et le *Colombo Plan Staff College for Technician Education (CPSC)* ont accueilli une conférence commune sur le thème: *Intégrer les aspects du développement durable dans l'EFTP: réduction de la pauvreté et compétences pour l'employabilité, la citoyenneté et la préservation de l'environnement* à Bangkok du 10 au 13 août 2005. Les participants à la conférence étaient des décideurs, des éducateurs, des chercheurs et des experts. La conférence était vouée à la mise en commun de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques en matière d'intégration des aspects du développement durable dans l'EFTP.

Plus d'un millier de participants ont assisté à la cérémonie d'ouverture de la conférence, qui coïncidait avec une exposition internationale de l'EFTP sur le site de la conférence. Parmi les nombreuses présentations, une place particulière était occupée par l'exposé de la quantité de formules novatrices auxquelles les collègues d'EFTP de Thaïlande ont recouru en réaction au tsunami qui a frappé de vastes zones des côtes sud et ouest du pays le 26 décembre 2004: depuis une formation d'urgence de travailleurs du bâtiment à la conception de bateaux de pêche en fibre de verre absolument du même style que les embarcations traditionnelles en bois qui avaient été détruites (voir page 2).

La conférence était centrée sur deux thèmes liés aux questions de développement durable: *réduction de la pauvreté et vitalité économique, et développement des compétences pour l'employabilité, la citoyenneté et la préservation de l'environnement.*

Des études de cas portant sur des stratégies propres à réaliser ces développements dans l'EFTP ont émané de nombreuses parties de la région:

- >> développement des compétences pour les travailleurs migrants en Chine;
- >> éducation et formation aux outils à moteur en Inde: une stratégie de promotion du niveau de vie des menuisiers, plombiers et électriciens;
- >> intégration de concepts de durabilité dans des cursus de formation en Australie;
- >> formation des travailleurs aux compétences de réflexion critique en Thaïlande;
- >> l'EFTP au service de l'alphabétisation, de la transformation rurale et de l'égalité des sexes;
- >> développement des compétences en vue de la génération de revenus par l'éducation non formelle;
- >> développement des matériels pédagogiques *Apprendre à faire* de l'UNESCO-UNEVOC et du réseau UNESCO de l'Asie et du Pacifique sur l'éducation à vocation internationale et l'édu-



© UN Volunteers

cation aux valeurs (APNIEVE) (voir section **Publications de l'UNEVOC**);

>> éducation interculturelle pour la promotion du développement durable dans l'EFTP.

Un cédérom reprenant ces présentations de même que les nombreuses autres est en préparation.

Le Centre international UNESCO-UNEVOC tient à exprimer ses remerciements à l'OVEC, en Thaïlande, et au CPSC, à Manille, pour leur remarquable soutien et leur concours à cette importante conférence.

(contribution du Dr John Fien, Université RMIT, Melbourne, Australie)

Pour en savoir plus:

Rupert Maclean, Directeur, r.maclean@unevoc.unesco.org

Le développement durable dans l'EFTP – Atelier régional des États arabes

Douze pays arabes étaient représentés parmi les participants à l'atelier de Bahreïn sur l'EFTP pour le développement durable, organisé conjointement par le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth et le Centre international UNESCO-

UNEVOC. La réunion s'est tenue à l'Institut de technologie Sheikh Khalifa Bin Salman, à Manama, Royaume de Bahreïn.

Trois importants documents de référence ont été présentés au cours de l'atelier à l'appui des discussions:



Participants à l'atelier régional des États arabes



Mme Karina Veal, Consultante, Centre international UNESCO-UNEVOC, présente son exposé sur l'EFTP en vue du développement durable

- >> par le Professeur Jaber Ali (Iraq), sur les dimensions sociales de l'EFTP pour le développement durable,
- >> par le Dr Lamoumi (Tunisie), sur ses dimensions économiques, et
- >> par le Professeur associé Ambousaidi (Oman) sur ses dimensions environnementales.

Si les participants ont été unanimes à trouver très intéressante la discussion sur les approches de l'EFTP pour le développement durable, ils s'intéressaient en premier lieu à la mise en commun de ressources

pratiques d'enseignement et d'apprentissage sur le développement durable pouvant être utilisées dans les programmes d'EFTP. Or, c'est là un point difficile du fait que pour l'instant, il n'y a apparemment guère de ressources disponibles en arabe. C'est ainsi que le séminaire a abouti notamment à un appel à la création d'une base de ressources en langue arabe en matière d'EFTP pour le développement durable.

Pour en savoir plus:

Sulieyman Sulieyman, Spécialiste de programme Enseignement technique et professionnel, Bureau de l'UNESCO à Beyrouth, s.sulieyman@unesco.org

> Élaboration de curricula et formation des enseignants <

Les enseignants, acteurs des réformes éducatives

La Fondation européenne pour la formation (ETF) se concentre dans sa publication annuelle *Yearbook 2005* sur le double rôle des enseignants et formateurs: ils sont à la fois des professionnels clés de l'éducation et d'importants acteurs des réformes éducatives.

L'aptitude de la formation et de l'enseignement professionnels à jouer un rôle essentiel dans la société est largement tributaire de la mesure dans laquelle les enseignants sont préparés à intégrer la réforme dans leur travail quotidien. Les éditeurs du *Yearbook*, Peter Grootings et Søren Nielsen, affirment qu'il n'y a guère de confirmation empirique que, comme on le suppose généralement, on obtiendrait par des instruments politiques les nécessaires réformes dans les écoles.



© ETF

L'enseignement n'est pas une activité homogène qui puisse être pilotée par une panoplie réduite d'instruments politiques d'accès facile. L'apprentissage s'inscrit dans un contexte et l'enseignement intervient à l'école, qui est une institution sociale d'une extrême complexité. Malgré les puissantes forces qui impulsent le changement, les écoles des pays partenaires de l'UE semblent rester remarquablement peu touchées. Une raison peut en être que la plupart du temps, le changement est quelque chose qui a été fait aux enseignants et non pas quelque chose qui s'est fait avec eux. Les enseignants des écoles

n'ont généralement pu se l'approprier mentalement, et ils n'ont pas vraiment été en mesure ni eu la motivation de faire en sorte que les réformes fonctionnent.

Les projets de l'ETF ont démontré à quel point il est important d'intégrer le développement des enseignants dans l'amélioration de l'école. Ils confirment que l'environnement de travail des enseignants devrait être considéré comme une opportunité d'apprentissage et être donc organisé en conséquence: les écoles, les institutions de formation des enseignants et les entreprises doivent contribuer à intégrer l'apprentissage dans le travail quotidien de leur personnel. Le vécu professionnel des enseignants serait alors considéré comme une source précieuse d'innovation et de développement de l'enseignement et de la formation. Les enseignants seraient des acteurs au rôle reconnu d'éducateurs professionnels.

Pour en savoir plus:

Fondation européenne pour la formation, <http://www.etf.eu.int>

Des contenus professionnels dans l'enseignement supérieur de masse?

L'expansion de l'enseignement supérieur et les rapides changements des modes d'organisation du travail, associés à une intégration croissante des nouvelles technologies et des innovations, se sont traduits par un changement sans précédent de la conception des programmes dans l'enseignement supérieur. Le point de vue qui prévaut est que l'enseignement supérieur doit produire des diplômés qui puissent contribuer à l'économie de leur pays et au marché du travail dans un contexte nouveau où les économies sont basées sur la connaissance. Pour satisfaire une telle demande, les institutions d'enseignement supérieur se trouvent confrontées à la nécessité de réexaminer la conception de leurs cursus et de leurs curricula pour y intégrer des contenus de type professionnel préparant les étudiants au monde du travail une fois leur diplôme obtenu. Ce sont ainsi nombre de questions nouvelles qui se posent aux décideurs chargés de réaménager l'enseignement supérieur de même qu'aux institutions d'enseigne-



Séminaire international « Des contenus professionnels dans l'enseignement supérieur de masse? »

ment supérieur. Rechercher des réponses à ces questions, tel était l'objectif du séminaire international *Des contenus professionnels dans l'enseignement supérieur de masse? Réponses aux défis du marché de l'emploi et du poste de travail* (Bonn, 8-10 septembre 2005), organisé conjointement par le Centre international UNESCO-UNEVOC et le Centre européen pour l'enseignement supérieur de l'UNESCO (UNESCO-CEPES) en coopération avec le Centre d'éducation comparative et internationale de l'Université d'Oxford. Il a rassemblé une quarantaine d'experts d'institutions et du terrain de pays très divers.

La réunion s'est concentrée sur trois thèmes:

Le premier thème, *Des contenus professionnels dans l'enseignement supérieur de masse: Perspectives internationales et tendances des politiques*, était

consacré aux perspectives de différentes régions du monde. Des orateurs d'Europe, du Moyen-Orient, d'Extrême-Orient et d'Australie ont exposé leurs points de vue.

Le second thème, *Réagir à la rapide évolution des marchés du travail par de nouvelles formes de production de connaissances: changements organisationnels et épistémologiques dans l'enseignement supérieur*, abordait des questions relatives à la nature des contenus professionnels dans l'enseignement supérieur de masse et à leurs implications et aux défis qui en résultent pour le secteur de l'enseignement supérieur. Des aspects tels que l'organisation interne des institutions, leur personnel, les questions d'éthique, la nature de l'apprentissage et

l'épistémologie, le financement et la «marchéisation» des universités ont été soulevés lors de la discussion.

Le troisième thème, *Partenariats producteurs de connaissances et opérations conjointes université/industrie*, examinait la nature des nouveaux partenariats qui font leur apparition et des contenus professionnels dans l'enseignement supérieur de masse. À qui de décider de la composition du bouquet de compétences? Comment le réaliser? À qui de payer? Autant de thèmes de discussion de toute première importance.

M. Peter Smith, nouveau Directeur général adjoint pour l'éducation de l'UNESCO, a lors de la session d'ouverture prononcé une captivante allocution sur le thème *Travailleurs qui apprennent / apprenants qui travaillent: pourquoi il faut à la société de la connaissance une main-d'œuvre sachant penser et comment y parvenir*.

La réunion de Bonn fait partie d'un ample projet conjoint de l'UNESCO-CEPES et du Centre international UNESCO-UNEVOC visant à étudier l'ampleur de même que les tendances et les différences des

contenus professionnels qui prolifèrent maintenant dans l'enseignement supérieur. La prochaine étape de cette coopération sera une publication présentant exemples et tendances politiques à l'attention des décideurs institutionnels et nationaux.

Pour en savoir plus:

Astrid Hollander, *Experte associée*,
Centre international UNESCO-UNEVOC,
A.Hollander@unevoc.unesco.org

Formation des formateurs de l'EFTP: renforcement de la coopération sous-régionale et partage des connaissances en Afrique australe

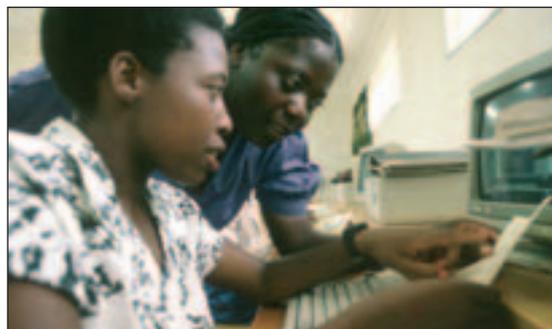
Les instruments normatifs de l'UNESCO en matière d'EFTP¹ constituent des ressources précieuses pour renforcer les systèmes d'EFTP et mieux les articuler sur les exigences en constante évolution du monde du travail. Pour améliorer l'efficacité de la promotion et de la mise en œuvre des instruments normatifs dans les systèmes nationaux d'EFTP, le Centre international UNESCO-UNEVOC a lancé une série de séminaires régionaux et sous-régionaux de formation. L'une de ces initiatives, intitulée *Apprendre pour la vie, le travail et l'avenir: stimuler les réformes en Afrique australe par la coopération sous-régionale* (connue sous son acronyme anglais LLWF), a été organisée conjointement par le Service de la formation et de l'enseignement professionnels du ministère de l'éducation du Botswana et le Centre international UNESCO-UNEVOC (pour en savoir plus sur l'initiative LLWF, prière de visiter la section de notre site web consacrée à la coopération régionale à <http://www.unevoc.unesco.org>). Les besoins de formation des formateurs de l'EFTP dans la région de la Communauté de développement en Afrique australe (SADC) ont été déterminés lors de l'atelier *Statut et besoins de formation des formateurs de l'EFTP dans la sous-région de la SADC*, organisé à l'Île Maurice en mars 2003.

C'est dans ce contexte qu'en avril 2005, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique

(BREDA) et le Centre international UNESCO-UNEVOC ont pris l'initiative d'aider les institutions de pointe d'EFTP de la Communauté de développement en Afrique australe (SADC)² à

améliorer leurs capacités de formation continue des formateurs de l'EFTP par le recours aux TIC et à l'apprentissage ouvert et à distance (AOD). Un atelier de formation de personnels clés et de coordinateurs désignés dans les centres UNEVOC de la SADC à l'utilisation des TIC et à la mise en œuvre du programme socle de formation des enseignants de l'enseignement technique et professionnel (*Technical and Vocational Teacher Training Core Curriculum*) du Commonwealth of Learning a été organisé du 18 au 21 avril à l'Île Maurice par l'UNESCO/BREDA, le Centre international UNESCO-UNEVOC et le Commonwealth of Learning. L'objectif global de cet atelier était le développement de capacités et de savoir-faire de base pour la formation des formateurs de l'EFTP à l'utilisation des TIC et d'autres ressources clés au moyen de l'apprentissage ouvert et à distance. Il visait à renforcer les centres UNEVOC et à assurer la continuité des activités axées sur le succès et la qualité de l'EFTP.

Les vingt-trois participants à l'atelier sont des acteurs clés de la formation des formateurs. Plusieurs experts d'AOD et spécialistes de la mise en pratique des TIC ont également participé à l'atelier. Les participants représentaient les institutions suivantes:



© ILO/Maillard J.

- >> Centres UNEVOC de la SADC (coordinateurs de la formation et formateurs)
- >> Industrial and Vocational Training Board (IVTB), ministère de la formation, du développement des compétences et de la productivité, Maurice
- >> Commonwealth of Learning
- >> Centre international UNESCO-UNEVOC
- >> UNESCO/BREDA
- >> Bureau de l'UNESCO à Harare

L'atelier de formation a été très utile et fort apprécié de tous les participants, qui ont recommandé qu'un autre atelier soit organisé pour mener un suivi des progrès réalisés. Cet atelier devrait être centré sur une analyse quantitative et qualitative approfondie des mesures prises. Par ailleurs, les Seychelles ont accepté d'assumer la responsabilité de réactiver un forum en ligne de la SADC sur l'EFTP et d'aider à faciliter le dialogue sous-régional.

Pour en savoir plus:

Teeluck Bhuwane, *Spécialiste de programme*,
UNESCO/BREDA, Dakar, Sénégal,
t.bhuwane@unesco.org

De nouvelles matières dans l'enseignement secondaire technique à Bahreïn

Les effectifs de l'enseignement secondaire technique du Royaume de Bahreïn ont pratiquement doublé au cours des cinq dernières années. En même temps, le marché local du travail demande qu'un éventail de qualifications plus diver-

sifié soit dispensé dans les écoles techniques. Une récente étude du ministère de l'éducation a révélé qu'une formation aux technologies de l'imprimerie et de

l'informatique et à l'entretien des installations s'imposait de toute urgence.

Le ministère a invité l'UNESCO à apporter son concours à l'élaboration de curricula dans ces disciplines ainsi qu'à la formation technique correspondante des enseignants. Bahreïn a mis en place avec

l'UNESCO en avril 2005 un fonds en dépôt constitué au profit du donateur en vue de financer ces activités.

Du 4 au 15 juillet 2005, la Section de l'enseignement technique et professionnel au siège de l'UNESCO et la Section de l'enseignement technique du ministère de l'éducation de Bahreïn ont tenu pendant deux semaines un atelier conjoint d'élaboration de curricula à Manama. Une équipe de quatre consultants internationaux de l'UNESCO a travaillé avec vingt experts nationaux à l'examen de diverses

propositions pour les structures des curricula et à la rédaction de contenus détaillés destinés à des cours complets. Leurs efforts ont abouti à la présentation de programmes de formation de trois ans répartis en six semestres de quinze semaines chacun. Les curricula sont basés sur les compétences et stipulent des objectifs de formation pour les volets tant théoriques que pratiques des cours ainsi que des instructions en vue de l'évaluation.

Les nouveaux cours sont conformes aux spécifications en vigueur à Bahreïn en matière d'éducation de même qu'aux bonnes pratiques internationales. Ils comportent environ 60 % de contenus pratiques et font bonne place aux applications informatiques et à l'éducation à l'entrepreneuriat.



© ILO/Maillard J.

Lors de la session finale de l'atelier, les nouveaux curricula ont été présentés aux proviseurs des écoles techniques et aux responsables de la Section de

l'enseignement technique du ministère de l'éducation de Bahreïn. Ils ont alors été formellement remis à M. Hassan Saleh Mubarak, Directeur de la Section de l'enseignement technique. Un certificat de participation a été remis à tous les participants pour les remercier de leurs efforts.

Deux mois seulement après l'atelier, les nouveaux curricula ont été introduits dans les écoles de Bahreïn au début de la nouvelle année scolaire, en septembre.

Pour en savoir plus:
Hashim Abdul-Wahab, Spécialiste principal de programme, Section de l'ETP,
Siège de l'UNESCO à Paris,
h.abdul-wahab@unesco.org

Un effort commun d'amélioration de la formation professionnelle des jeunes Éthiopiens

Les efforts de développement de l'infrastructure en Éthiopie se trouvent entravés par une pénurie de travailleurs dotés des compétences techniques requises. Pour remédier à ce problème, le ministère éthiopien de l'éducation a mené des consultations avec d'autres acteurs tels que les employeurs et mis en place des normes de formation pour cinquante disciplines. L'UNESCO et la GTZ ont relevé le défi consistant à préparer les jeunes à satisfaire à ces normes et à bien les préparer ainsi en vue d'un futur emploi.

L'effort mené conjointement par l'UNESCO et la GTZ constitue un excellent exemple de coopération technique coordonnée. Tandis que la GTZ se concentre sur les compétences relevant de l'industrie du bâtiment, l'UNESCO, avec un financement accordé par le gouvernement japonais, s'occupe des compétences du domaine de l'électricité, de l'électronique et de la mécanique.



© ILO/Crozet M.

En juillet, la Section de l'enseignement technique et professionnel au siège de l'UNESCO a lancé un programme de révision des curricula et de formation des formateurs pour dix-huit dispositifs de formation professionnelle en Éthiopie. Le programme s'est engagé par des ateliers de formation tenus au Collège de formation des enseignants de l'enseignement technique de Nazareth, à proximité immédiate d'Addis-Abeba. Soixante-seize concepteurs

de programmes et formateurs d'enseignants des diverses provinces d'Éthiopie ont participé aux ateliers. Les participants ont été formés aux méthodologies les plus récentes en matière de révision des curricula et ont été chargés d'élaborer en quatre mois, conformément à un format déterminé, de nouveaux curricula pour chaque discipline de leur établissement. Les nouveaux curricula seront mis à l'essai et finalisés lors d'un prochain atelier de l'UNESCO qui se déroulera à Nazareth en décembre 2005.

L'étape finale de ce programme est l'élaboration de manuels d'enseignement des nouveaux programmes à différents niveaux de spécialisation. Les manuels correspondront à des cours d'une, deux ou trois années. Pour pouvoir être admis à participer aux cours, les élèves devront avoir accompli dix années de scolarité. L'UNESCO assurera un suivi de leur progression en évaluant leur aptitude à faire leur entrée sur le marché éthiopien du travail en tant que techniciens qualifiés.

Pour en savoir plus:
Hashim Abdul-Wahab, Spécialiste principal de programme, Section de l'ETP,
Siège de l'UNESCO à Paris,
h.abdul-wahab@unesco.org

> Participation du secteur privé <

La participation du secteur privé constitue un facteur capital dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP). Les programmes associant transmission de connaissances théoriques et formation aux compétences pratiques au poste de travail apportent une importante contribution au développement d'une main-d'œuvre qualifiée, responsable et mûre. Les stages en entreprise et les



Avec l'aimable autorisation des Ets. Adam Opel AG

formules d'apprentissage sont des exemples de partenariat social dans l'EFTP. Dans certains pays, c'est de longue date déjà et de manière très poussée que le secteur privé participe à l'EFTP, tandis que d'autres commencent tout juste à intégrer les entreprises et l'industrie dans leurs programmes d'EFTP.

Initiative d'EFTP en Albanie: participation du secteur privé

Durrës est le principal port maritime d'Albanie et, après Tirana, la deuxième ville du pays. L'École professionnelle de Durrës (DVS) dispense traditionnellement une formation formelle de trois ans à trois métiers techniques.

Depuis 1993, l'école reçoit le soutien d'un projet financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Suisse. Parmi d'autres aspects, ce projet a adapté les programmes de formation de la DVS pour y inclure les éléments suivants:

>> la troisième année d'études consiste essentiellement en un stage de formation en situation de travail dans des entreprises privées;

>> l'examen final comporte des tests pratiques, des spécialistes du secteur privé siégeant au sein du jury.

Le projet de la Direction suisse du développement et de la coopération touche maintenant à sa fin, et l'école s'est trouvée confrontée au problème d'avoir à obtenir auprès d'autres sources des fonds pour le stage et pour l'examen final. Le ministère, dont l'école relève, est favorable au système, sans toutefois le financer. La DVS a donc sollicité une contribution auprès du secteur privé, c'est-à-dire

des entreprises où le stage se déroule. De manière inattendue, le secteur privé s'est montré disposé à financer la formation, mais uniquement à la condition de la mise en œuvre d'une nouvelle approche de la formation en situation de travail.

Une mission conjointe rassemblant la DVS, le secteur privé et des représentants des autorités éducatives locales a mis au point les règles suivantes appelées à régir la coopération future:

- >> le stage est formalisé par un contrat tripartite conclu entre l'entreprise, l'école et le stagiaire;
- >> le stage s'effectue conformément à des règles et dispositions clairement définies formulées par la mission conjointe;
- >> pendant le stage, le stagiaire relève de la supervision de l'entreprise et doit observer les règles et dispositions de cette dernière au même titre qu'un salarié normal;
- >> pendant le stage, l'apprentissage est régi par le processus de production;
- >> le stagiaire est assuré contre les accidents;
- >> l'entreprise, au lieu de payer une allocation au stagiaire, verse à la DVS une contribution dont

le montant est basé sur le résultat de l'évaluation de la performance du stagiaire;

- >> si l'évaluation par l'entreprise de la performance d'un stagiaire aboutit à la note «insuffisant», elle n'est pas tenue de verser une contribution à la DVS et le stagiaire n'est pas admis à l'examen final;
- >> la DVS est chargée d'un suivi pendant le stage; si des problèmes surviennent entre le stagiaire et l'entreprise, une médiation est assurée par un représentant de l'école.

L'initiative d'EFTP de Durrës a été signée en public en mars 2004 par le maire de Durrës, la DVS, la chambre des métiers locale et le projet promoteur.

L'initiative possède tous les ingrédients susceptibles d'en faire une réussite: l'approche procédant depuis la base vers le sommet lui confère de bonnes chances d'être reconnue et absorbée par le système. Tous les acteurs concernés ont participé au processus de développement, et certains intérêts opposés ont pu être conciliés pour parvenir à un résultat commun. Grâce à un ensemble cohérent de contrats simples et d'autres instruments, le processus relève dans sa totalité d'un statut formel. L'initiative d'EFTP de



Avec l'aimable autorisation des Ets. Adam Opel AG

Durrës peut aboutir à une situation où les trois parties: école, élèves et entreprises, soient gagnantes.

*Pour en savoir plus:
Matthias Jaeger, KEK-CDC Consultants, Zurich, Suisse, jaeger@kek.ch*

Les stages en entreprise, facteur de consolidation de l'enseignement professionnel supérieur au Ghana

Bien adapter l'EFTP aux impératifs du développement, telle est une préoccupation majeure du gouvernement du Ghana. Plusieurs initiatives ont été menées pour associer théorie et pratique dans les programmes des établissements d'enseignement professionnel supérieur afin de permettre aux étudiants d'acquérir des compétences pratiques au poste de travail. Un bon exemple de ces dispositifs est celui des cours de formation menant au Diplôme national supérieur. Pour les étudiants suivants ces cours, les stages en entreprise constituent un élément intégral de leur programme de formation.

La participation à des dispositifs de stage en entreprise profite à toutes les parties concernées: étudiants, entreprises et établissements. Les étudiants mettent en pratique dans une authentique situation de travail ce qu'ils ont appris en classe, faisant preuve à leur retour à l'école de davantage d'assurance, de motivation à apprendre et de maturité.

En travaillant dans un environnement professionnel, les étudiants acquièrent le sens des responsabilités. Ils côtoient des personnes de tous âges, font la rencontre de personnes susceptibles de servir de modèle pour les fonctions qu'ils auront à assumer et peuvent faire le point de leurs performances grâce à l'évaluation. Ils nouent un réseau de contacts qui pourra leur être utile lorsqu'ils seront en quête d'un emploi une fois leur diplôme obtenu.

Les employeurs tirent eux aussi bénéfice des formules de stage, qui entraînent des améliorations dans de nombreux domaines, notamment:

- >> sélection, choix et recrutement de candidats à l'emploi,
- >> fidélisation des employés,
- >> productivité.

Si ce sont les étudiants et les employeurs qui bénéficient le plus manifestement des stages, les établissements d'enseignement professionnel supérieur tirent eux aussi des avantages académiques et économiques des stages en entreprise, qui les aident à enrichir et à actualiser leur programme d'enseignement.

Or, ce type de combinaison de théorie et de pratique demeure encore minime au Ghana. Le programme de stages en entreprise se heurte à de nombreux obstacles:

- >> manque de coopération formalisée entre les établissements et les entreprises,
- >> absence de dispositions appropriées pour le placement en entreprise des étudiants,
- >> manque de coordination et de supervision adéquates de la formation au poste de travail pendant le stage,
- >> absence de critères prédéfinis pour
 - > la sélection des candidats à un stage,
 - > l'évaluation des éventuels postes de formation dans les entreprises,



© ILO/Crozet M.

- > l'évaluation des instructeurs au poste de travail pour déterminer s'ils sont en mesure de transmettre aux stagiaires connaissances, compétences et attitudes positives.

Pour réduire au minimum ces problèmes, il est impératif que les stages en entreprise soient soigneusement planifiés. Le gouvernement du Ghana, les établissements d'enseignement professionnel supérieur et les entreprises ont mené des concertations sur des mesures novatrices à mener à différents niveaux pour aménager le programme de stages en entreprise.

Mesures au niveau du gouvernement:

Un forum spécifique devrait être mis en place pour fournir à toutes les parties concernées par le dispositif de stages en entreprise une plate-forme leur permettant de discuter les questions relatives à la formation en entreprise des étudiants préparant le Diplôme national supérieur. Les participants au forum devraient venir de tous les secteurs concernés: pouvoirs publics, entreprises, établissements d'enseignement.

Une loi sur les stages en entreprise devrait être votée par le parlement. Elle devrait prévoir un fonds pour les stages en entreprise et l'institution d'un conseil de la formation en entreprise, auquel il reviendrait de piloter et de réglementer les stages en entreprise et d'agir comme conseiller auprès du gouvernement, des entreprises, du Conseil national de l'enseignement supérieur, des établissements d'enseignement professionnel supérieur. En outre, la loi devrait encourager la définition par le gouvernement et les autres parties concernées d'une politique cohérente et explicite en matière de stages en entreprise.

Mesures au niveau des établissements:

On a suggéré que des commissions du programme de stages en entreprise soient constituées dans tous les établissements d'enseignement professionnel

supérieur. Des stratégies efficaces de placement des étudiants devraient par ailleurs être mises au point. Les établissements devraient organiser à l'intention de leurs enseignants des séminaires d'orientation pour les mettre au courant des objectifs et des procédures des stages en entreprise.

Mesures conjointes des établissements et des entreprises:

Il importe d'élaborer des mécanismes efficaces de coordination et de supervision des stages en entreprise. Les établissements et les entreprises doivent ensemble concevoir et mettre en pratique des critères d'évaluation des éventuels postes de formation, des instructeurs au poste de travail, des contenus de formation, des bureaux de liaison des entreprises et des étudiants participant au programme. Les bureaux de liaison des entreprises devraient avant

le début du programme de placement organiser des séminaires d'orientation pour permettre aux étudiants de trouver le meilleur stage possible.

En conclusion, on peut dire que le gouvernement du Ghana, les entreprises et les autorités éducatives doivent rechercher comment instaurer un bénéfice de toutes les parties concernées une coopération efficace entre les établissements et les entreprises et mettre l'EFTP au service du développement national.

Pour en savoir plus:

Bezaleel Yao Anani Dor,
Spécialiste de l'enseignement technique,
Capacity Building Africa, Ho, Ghana,
beador2001@yahoo.com

> Afrique <

Formation à l'entrepreneuriat dans l'EFTP en Afrique centrale et orientale

Lors d'un atelier qui s'est déroulé en mai 2005 à Kampala, en Ouganda, la Section de l'enseignement technique et professionnel de l'UNESCO a présenté les kits pédagogiques modulaires qu'elle a récemment élaborés pour la formation à l'entrepreneuriat. Des experts de douze pays d'Afrique centrale et orientale se sont réunis pour discuter de la praticabilité des kits pédagogique pour l'EFTP au niveau secondaire ainsi que dans les structures non formelles dans le contexte africain. La plupart des participants étaient des concepteurs de programmes pédagogiques, mais des spécialistes de l'entrepreneuriat ainsi que des représentants d'ONG travaillant avec des jeunes déscolarisés assistaient également à cet atelier.

Chaque kit pédagogique est composé d'un manuel de l'apprenant et d'un guide de l'animateur – une considérable abondance de textes, qui ont été

examinés avec rigueur et discutés de manière extensive au cours de séances de travail interactives pendant les trois journées de l'atelier.

L'atelier s'est déroulé dans une atmosphère très positive. Les participants ont travaillé dur, avec toutefois quelques instants de détente. C'est ainsi qu'à un certain moment, une éducatrice a médité à voix haute qu'en fournissant un microfinancement aux jeunes entrepreneurs de sexe masculin, on les encouragerait simplement à prendre une femme de plus!

La conclusion finale sur l'atelier a été que les kits pédagogiques sont des matériels de formation très bien conçus pour les groupes cibles visés. Pour y mettre la dernière main, les participants ont formulé de nombreuses suggestions visant à rendre le texte plus explicite ou plus pertinent. Il a été demandé que le kit pédagogique destiné aux apprenants relevant de structures non formelles soit plus élémentaire.

À la fin de l'atelier, les participants ont adopté une recommandation d'action à l'adresse des décideurs éducatifs d'Afrique. Cette **Recommandation d'ac-**



© UN Volunteers

tion de Kampala exprime la nécessité de privilégier bien davantage dans les programmes nationaux de développement l'EFTP axé sur l'entrepreneuriat.

Les kits pédagogiques modulaires ont été remaniés à la lumière des observations formulées lors de l'atelier et seront bientôt disponibles en vue de leur expérimentation sur le terrain.

Pour en savoir plus:

Mohan Perera, Chef de la Section de l'ETP,
Siège de l'UNESCO à Paris, m.perera@unesco.org

Reconstruire l'EFTP en Sierra Leone et au Libéria

Des ateliers nationaux de repérage des besoins de formation dans l'EFTP ont eu lieu à Free-town, Sierra Leone, et à Monrovia, Libéria, en mai 2005. Ces ateliers avaient pour but de déterminer les priorités nationales en matière d'EFTP pour les anciens membres de milices, ex-soldats, jeunes déscolarisés et autres groupes défavorisés. Lors des deux ateliers, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA) a animé les discussions sur l'évaluation des besoins communs avec des partenaires clés du secteur de l'aide humanitaire et de l'aide au développement.

L'UNESCO/BREDA a pu rassembler toute une gamme d'agences, ONG et organisations intervenant soit comme prestataires d'EFTP, soit à l'appui des popu-

lations affectées par la guerre, pour recueillir leurs points de vue sur les aspects suivants:

- >> une estimation de la population affectée par la guerre au Libéria et en Sierra Leone,
- >> la construction des capacités en vue de doter les ex-soldats, les anciens membres de milices, les enfants, les jeunes et les femmes de compétences professionnelles et de leur donner accès à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie,
- >> la détermination des types de formation les plus nécessaires,
- >> la définition de tous les domaines de compétences pouvant être pertinents et utiles pour les jeunes en situation de crise (y compris élaboration d'une liste comportant des informations sur les perspectives professionnelles de chaque compétence),

- >> la réalisation d'un inventaire des matériels ressources existant dans chaque pays et de ceux qu'il est nécessaire de produire ou de se procurer.

Les objectifs à long terme des ateliers étaient les suivants:

- >> détecter les besoins de formation et de construction des capacités pour les anciens membres de milices, ex-soldats et jeunes déscolarisés,
- >> adresser des recommandations explicites aux donateurs et aux partenaires responsables de la mise en œuvre dans les domaines requérant une intervention immédiate,
- >> impulser l'élaboration de matériels ressources pour l'EFTP,
- >> déterminer les priorités nationales en matière d'EFTP pour les groupes en situation de crise.



© UN Volunteers

À la fin des ateliers, les participants étaient mieux au courant des équipements et des matériels d'enseignement et d'apprentissage et se faisaient une meilleure idée de la manière de répondre aux besoins de compétences des personnes en situation de crise ou sortant d'une telle situation. Les ateliers ont aussi permis d'identifier les méthodes de formation technique et professionnelle extra-scolaire les mieux à même d'assurer un emploi. Ils ont donné lieu à un échange d'informations sur la durée de la formation et la pratique requises et sur les types de formations les plus nécessaires.

Les ateliers ont permis de définir quels sont les problèmes communs au Sierra Leone et au Libéria et qui requièrent une intervention immédiate:

- >> pénurie de personnel d'EFTP formé et qualifié,
- >> inadéquation des outils et des équipements,
- >> absence d'harmonisation des filières et des programmes d'enseignement,
- >> inadéquation des systèmes de certification, d'accréditation et d'examen,
- >> absence de données facilement accessibles sur les institutions et les programmes d'EFTP.

Les deux ateliers ont abouti à d'excellents résultats, enrichissant tous les participants et leur donnant une idée claire des mesures à prendre. Des suggestions concrètes pour l'aide au développement de l'EFTP en Sierra Leone et au Libéria ont maintenant



© UNESCO/Gomwindin S.

été consignées. Il reste à espérer que les donateurs vont intervenir et participer à la reconstruction de l'éducation et de la formation dans ces pays ravagés par la guerre.

Pour en savoir plus:
Teeluck Bhuwane, Spécialiste de programme,
UNESCO/BREDA, Dakar, Sénégal,
t.bhuwane@unesco.org

La résolution suivante a été adoptée à l'issue des ateliers de Sierra Leone et du Libéria:

- >> *Reconnaissant* que pendant les onze années de la guerre civile, l'infrastructure, les outils et les équipements des institutions d'enseignement technique et professionnel ont été largement dévastés,
- >> *Conscients* que les capacités en ressources humaines de gestion et de transmission de l'EFTP ont été fortement réduites par les déplacements de personnes,
- >> *Sachant* qu'il y a un grand nombre d'anciens combattants démobilisés et de jeunes déscolarisés qui ont besoin de compétences et d'une formation pour exercer une activité professionnelle,
- >> *Conscients* du rôle important que l'EFTP pourrait jouer dans la reconstruction sociale et économique du pays,
- >> *Notant* que le secteur de l'EFTP est confronté à plusieurs problèmes, parmi lesquels l'inadéquation des personnels, des outils et des équipements, l'absence de programmes d'enseignement harmonisés au niveau national, l'absence de services d'orientation professionnelle, la déficience des systèmes d'accréditation, d'examen et de certification,

Les participants présents aux ateliers d'EFTP de Freetown et Monrovia:

Appellent leurs gouvernements à

- >> faire preuve d'un engagement soutenu pour le développement du secteur de l'EFTP en définissant des directives politiques, en accordant la priorité à l'EFTP dans ses efforts de reconstruction, en positionnant l'EFTP sur un

axe stratégique dans une planification éducative adéquate, en mobilisant les ressources locales disponibles et en recherchant l'assistance externe si nécessaire au moyen d'accords bilatéraux et multilatéraux;

Recommandent aux institutions et professionnels de l'EFTP

- >> d'appuyer les efforts du gouvernement en dispensant conseils et soutien à la contribution de l'EFTP aux efforts nationaux de reconstruction,
- >> de s'impliquer dans les initiatives de développement du personnel et la rénovation pédagogique conformément aux priorités et aux normes définies au niveau national;

Appellent la communauté des donateurs à

- >> soutenir les efforts de réaménagement et de promotion de l'EFTP des gouvernements du Libéria et de Sierra Leone en fournissant une expertise technique et des ressources financières;

Demandent aux institutions de l'UNESCO de

- >> faire usage des connaissances qu'elles ont de l'EFTP d'autres pays confrontés à des problèmes et à des défis similaires pour guider le Libéria et le Sierra Leone,
- >> prendre l'initiative d'assister et de faciliter le développement de projets de formation des enseignants et de rénovation pédagogique,
- >> faciliter le développement de projets conjoints pour le Libéria et le Sierra Leone, confrontés à une même situation,
- >> fournir une assistance pour la définition d'un plan stratégique national d'EFTP s'articulant dans une vision globale de l'éducation, compte tenu des objectifs de l'EPT et des ODM.

Sous-région de l'Océan indien: concilier scolarité formelle et formation professionnelle dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie

Une mesure capitale pour s'adapter à la mondialisation et progresser vers des sociétés basées sur la connaissance consiste à remanier l'évaluation et la certification et à les inscrire dans un cadre global où s'articulent appren-

tissages formels, non formels et informels de même que compétences générales et professionnelles. Dans l'Océan Indien, où les taux de participation aux filières secondaires sont souvent élevés et où existe une demande sociale rapidement croissante d'enseignement secondaire de meilleure

qualité et d'enseignement post-secondaire de plus grande ampleur, tous les pays s'efforcent d'améliorer l'efficacité, la performance et la pertinence de leurs systèmes afin d'atteindre les objectifs de l'EPT, et notamment les objectifs 3 et 6 relatifs à l'apprentissage tout au long de la vie et à la qualité³.

Pour y parvenir, il faut remanier les systèmes d'évaluation et les inscrire dans une ample perspective. Les systèmes d'évaluation permettent non seule-

³ Objectif 3 de l'EPT: «Répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante»

Objectif 6 de l'EPT: «Améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables - notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante»

ment le contrôle des performances, mais aussi la reconnaissance sociale des résultats sur la base de critères définis et en facilitant l'apprentissage tout au long de la vie. Dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie, les liens entre l'enseignement scolaire formel et la formation et l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) continus constituent un élément important de ce remaniement de l'évaluation et de la certification.

Ces questions ont récemment été examinées dans le cadre d'un séminaire initié par le Bureau des ministres de l'Association pour le développement de l'Éducation en Afrique (ADEA) et l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP), organisé par le ministère de l'éducation et de la recherche scientifique de l'Île Maurice (Maurice, 2-4 mai 2005) et auxquels ont participé les Comores, Madagascar, Maurice, le Mozambique, les Seychelles et la Tanzanie. Cette réunion a donné l'occasion de mettre en commun les expériences régionales et internationales pour soutenir les initiatives en cours et examiner les mesures de suivi.



© ILO/Crozet M.

De plus en plus, la notion de «compétence clé» se trouve au cœur de nombreuses réformes de l'éducation, qu'il s'agisse des filières générales ou professionnelles. L'approche basée sur les compétences, qui se répand rapidement, est fondée sur le postulat que les compétences ne s'acquièrent pas qu'à l'école par une éducation formelle, mais tout au long de la vie. Au-delà des compétences fonctionnelles, l'aptitude de chacun à construire son identité personnelle et sociale doit être considérée comme une dimension primordiale. Cette perspective soulève fréquemment la question de la langue d'enseignement, tant pour les élèves des filières formelles que pour les apprenants adultes (à Maurice par exemple, où le créole demeure une langue essentielle dans la vie quotidienne). Dans les petits États insulaires (Maurice, Seychelles, Comores), les individus se trouvent confrontés au double problème de préserver leur identité spécifique mais fragile en s'adaptant à la mondialisation.

L'importance des marchés locaux du travail pour la pertinence de l'EFTP se voit accorder une attention accrue. Les curricula tendent donc à refléter aussi les contextes locaux, et les compétences liées aux besoins locaux peuvent parfois faire partie des compétences clés. Le Mozambique et la Tanzanie se sont attachés à doter les programmes d'enseignement d'une certaine flexibilité pour les adapter aux spécificités de certaines localités.

Une culture de l'évaluation fait son apparition dans la région, véhiculée par des enquêtes nationales et internationales (PASEC, SACMEQ, MLA). Elle contribue à une meilleure compréhension du système éducatif tout comme des niveaux d'éducation. C'est toutefois d'une bien moindre expérience que l'on dispose

dans le domaine de l'évaluation et de la reconnaissance des apprentissages non formels et informels, y compris en ce qui concerne les compétences professionnelles. Centrée sur l'apprenant et non sur le système, la reconnaissance des acquis telle qu'elle est actuellement élaborée à l'Île Maurice constitue un effort pour remédier à cette situation et pour repositionner l'évaluation dans une perspective plus ample d'apprentissage tout au long de la vie.

À la lumière des développements conceptuels et des innovations pédagogiques qui s'accroissent, la coopération régionale par la mise en commun des expériences et des bonnes pratiques d'évaluation et de certification représente une forme importante de construction des capacités. Ce séminaire a constitué une étape dans cette direction. Il n'en reste pas moins plusieurs questions connexes à examiner, par exemple la définition de normes communes au service de la mobilité de la main-d'œuvre dans la sous-région. L'UNESCO, par le canal de l'IIEP et du réseau UNEVOC, s'attachera à veiller aux besoins d'aide des pays en matière de réalisation des réformes ainsi que de recherche et de dialogue régional sur l'évaluation et la certification dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie.

Pour en savoir plus:
David Atchoarena, Spécialiste principal de programme/Chef d'équipe,
Enseignement supérieur et formation spécialisée,
Institut international de planification
de l'éducation (IIEP),
d.atchoarena@iiep.unesco.org

> Pays arabes <

La réforme de l'EFTP dans les pays arabes – Réunion d'experts régionaux

Élaborer des réponses communes aux grands problèmes liés à la réforme de l'EFTP, tel était le thème d'une réunion d'experts de l'UNESCO qui s'est tenue début août à Amman, capitale du Royaume hachémite de Jordanie. Cette réunion, organisée par le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth et le Centre international UNESCO-UNEVOC et accueillie par le Centre national pour le dévelop-



Réunion d'experts régionaux, Jordanie

pement des ressources humaines, avait pour principal objectif l'examen d'un ensemble de propositions initiales de projets sur le développement de l'EFTP dans la région arabe. Sept propositions ont été présentées, et les experts ont débattu du caractère de priorité des divers aspects et de la manière dont ces propositions s'articulaient dans les plans nationaux et régionaux d'action en faveur du développement qui existent déjà. Les participants à cette réunion, en provenance de seize pays arabes, représentaient ces derniers au niveau le plus élevé, puisqu'on comptait trois vice-ministres de l'EFTP et plusieurs directeurs généraux.

Mme Karina Veal, conseillère en EFTP au Centre international UNESCO-UNEVOC, qui assistait à la réunion, a commenté dans les termes suivants l'universalité des thèmes examinés: «L'élaboration d'une approche régionale de reconnaissance des qualifications soutenant et encourageant la mobilité des travailleurs qualifiés au-delà des frontières nationales est un souci prioritaire de pays voisins dans de nombreuses parties du monde. Le contexte de sa mise en pratique peut différer beaucoup, et le cadre envisagé peut être variable, mais le thème lui-même est par essence universel.»

Sept propositions ont été formulées, et l'UNESCO prêtera son concours aux États membres dans l'élaboration de plans plus détaillés pouvant être présentés

aux organismes donateurs en vue du financement de leur mise en œuvre. Il s'agit des sept propositions suivantes:

- >> développement d'un système régional de qualifications dans l'EFTP,
- >> développement de normes pour les examens et l'évaluation dans l'EFTP,
- >> élaboration de curricula d'EFTP pour la formation des enseignants et instructeurs,
- >> utilisation des TIC dans l'EFTP,
- >> développement des ressources humaines dans le secteur du tourisme,
- >> renforcement des liens entre l'industrie et l'EFTP,
- >> intégration d'une perspective d'égalité des sexes dans l'industrie et l'EFTP.

Pour en savoir plus:
Suliman Suliman, Spécialiste de programme
Enseignement technique et professionnel, Bureau
de l'UNESCO à Beyrouth, s.suliman@unesco.org

Réunion du G8-BMENA⁴ sur le rôle de l'EFTP pour le marché du travail

Sous les auspices de l'initiative de partenariat du G8-BMENA (lancée en 2004 à l'appui de réformes économiques, politiques et sociales résolues dans la zone BMENA), le gouvernement du Japon a annoncé qu'il organiserait un atelier, en coopération avec le gouvernement de Jordanie, pour examiner de quelle manière l'EFTP peut répondre au mieux aux besoins en pleine évolution du marché du travail et à la nécessité de fournir davantage d'emplois à la population jeune qui augmente dans la zone BMENA. C'est ainsi que l'atelier G8-BMENA s'est tenu à Amman, en Jordanie, les 28 et 29 septembre 2005, sous le patronage de

Son Excellence Bassam Al Salem, Ministre de l'emploi, Royaume hachémite de Jordanie, en présence de représentants de pays de la zone BMENA et du G8 ainsi que d'organisations régionales et internationales. Le Centre international UNESCO-UNEVOC et le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth étaient également représentés. L'atelier était accueilli conjointement par les gouvernements de Jordanie et du Japon, en collaboration avec l'agence de coopération internationale du Japon (JICA).

L'atelier visait à la mise en commun d'informations sur la situation de l'emploi dans la zone BMENA et sur les problèmes qui en résultent pour le développement économique et social, puis à la définition de stratégies spécifiques sur les meilleurs moyens pour l'EFTP de contribuer au développement. Les participants étaient unanimes à considérer que

l'EFTP, quelles que soient les disparités au niveau de sa qualité et de son ampleur, ne saurait être rendu responsable de l'absence de croissance économique et de l'emploi dans la région. Mais en même temps, ils étaient unanimes à considérer qu'une réorientation de l'EFTP s'impose pour parvenir à des systèmes davantage axés sur le marché et orientés sur la demande, dont les diplômés soient mieux à même de jouer au plus vite un rôle efficace dans l'économie de leurs pays respectifs. Une stratégie qui mérite de retenir l'attention à l'avenir consiste à encourager les partenariats public/privé prestataires d'EFTP.

Pour en savoir plus:
Suliaman Suliaman, Spécialiste de programme
Enseignement technique et professionnel,
Bureau de l'UNESCO à Beyrouth,
s.suliaman@unesco.org

⁴ BMENA: pays du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord

Asie et Pacifique

L'EFTP au service de la réduction de la pauvreté en Thaïlande: «réparer et plus»

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), en Thaïlande comme dans tout autre pays, visent à produire une main-d'œuvre qualifiée qui satisfasse aux besoins du marché du travail et réponde aux objectifs de développement du pays tout en développant la capacité des individus à être des membres productifs de la société.

En Thaïlande, on considère par ailleurs aussi l'EFTP comme un instrument capital de réduction de la pauvreté et comme un service social. Les Thaïlandais disposant d'un revenu mensuel inférieur à 1.243 bahts ou 30 \$US sont considérés être en état de pauvreté. À l'heure actuelle, quelque 7,5 millions de personnes (soit 15 % de la population) vivent en dessous du seuil de pauvreté. Environ 90 % des pauvres vivent en milieu rural, exercent des activités agricoles, et n'ont que rarement la possibilité de bénéficier d'un enseignement ou d'une formation de qualité.

La réduction de la pauvreté étant un objectif majeur de la Thaïlande au titre du neuvième Plan national de développement économique et social (2002-2006), les organismes gouvernementaux, parmi lesquels les institutions éducatives, ont coopéré en vue d'autonomiser les Thaïlandais des régions rurales dans le cadre d'une approche globale. Il ne s'agit pas ici simplement d'augmenter les revenus, mais de favoriser l'engagement des communautés locales, d'ouvrir l'accès aux services gouvernementaux, et d'offrir aux pauvres des possibilités de faire un usage durable des ressources naturelles.

Il y a en Thaïlande 408 collèges d'EFTP placés sous la supervision du Bureau de la Commission de l'en-

seignement professionnel. Ces collèges sont pour la plupart situés dans les provinces et en zones rurales. Actuellement, les collèges thaïlandais d'EFTP dispensent un enseignement et une formation professionnels au niveau secondaire et post-secondaire et des cours de brève durée. En conformité avec la politique gouvernementale de réduction de la pauvreté, ces collèges coopèrent avec d'autres agences pour identifier les groupes cibles et leurs besoins et élaborer des plans de lutte contre la pauvreté dans certaines zones spécifiques.

Un plan intégré de réduction de la pauvreté ne consiste pas à s'efforcer de développer des liens seulement entre les agences concernées, mais aussi entre les programmes et projets ainsi qu'entre les matières d'enseignement et de formation. C'est ainsi que dans le cadre d'une formation aux nouvelles méthodes d'augmentation des récoltes de riz, les agriculteurs font l'apprentissage de nouvelles techniques tout aussi bien que de concepts de gestion au niveau de la comptabilité, du marketing et de la distribution.

Les activités suivantes jouent un rôle majeur dans le cadre de l'EFTP en vue de la réduction de la pauvreté:

- >> planification et action conjointes avec d'autres agences pour identifier les besoins de formation;
- >> fourniture d'informations sur la formation aux compétences, les possibilités d'emploi et la génération de revenus;



Avec l'aimable autorisation du ministère de l'éducation de Thaïlande

- >> organisation d'unités mobiles de formation pour les zones reculées;
- >> établissement de systèmes flexibles d'apprentissage et de validation de l'expérience pour attirer davantage de clients vers l'EFTP;
- >> fourniture de conseils ou d'un accompagnement dans différents domaines professionnels;
- >> intégration de diverses compétences professionnelles dans des cours de formation;
- >> réalisation de recherches pour développer de nouvelles approches ou améliorer les technologies existantes dans les zones rurales afin d'améliorer les performances professionnelles;
- >> organisation et diffusion des savoir autochtones liés aux professions;
- >> transmission des compétences requises pour gagner sa vie dans les zones rurales.

La récente mise en place d'un projet national intitulé «**Fix It Centre**» (*Centre de réparation*), en coopération avec de nombreuses agences de zones rurales, est un bon exemple du rôle que l'EFTP peut jouer pour réduire la pauvreté.

Les «Centres de réparation» sont installés dans les zones rurales desservies par les programmes nationaux d'EFTP. Ils comprennent au moins un enseignant et cinq élèves. Chaque groupe passe une semaine ou plus dans un village pour réparer outils professionnels, machines et appareils ménagers de même que pour former les habitants à les réparer eux-mêmes. Les principaux objectifs sont de réduire les coûts d'entretien et de réparation et de prolonger la longévité des outils, des équipements agricoles et des appareils ménagers. Les habitants apprennent par ailleurs à entretenir et utiliser correcte-

ment leurs équipements. Du 15 août au 15 octobre 2005, le projet «*Fix It Centre*» a été mené dans 2000 villages de l'ensemble de la Thaïlande. Pour que ce projet atteigne ses objectifs avec le maximum d'efficacité, il fera l'objet d'un suivi permanent et d'une évaluation dont les résultats serviront à l'améliorer.

Le «Centre de réparation» représente pour les enseignants et les élèves de l'EFTP une bonne occasion de faire l'expérience de situations authentiques et l'acquisition d'attitudes centrées sur les problèmes et sur les résultats. Il est probable que ce projet aboutira à une attitude favorable vis-à-vis de l'EFTP. Les élèves auront quant à eux acquis une expérience pratique. Le projet bénéficie du plein soutien du Premier Ministre de Thaïlande et est réalisé en coopération avec l'Office nationale de gestion des connaissances, le Département du développement

communautaire, le Département du développement des connaissances et l'Office national du développement économique et social. Pendant leur participation au projet, les élèves ont le statut d'employés. On peut espérer que le projet «Centre de réparation» constituera pour les élèves de l'EFTP une expérience pédagogique fructueuse.

Pour en savoir plus:
Dr Siripan Choomnoom,
Bureau de la Commission de
l'enseignement professionnel,
Ministère de l'éducation, Thaïlande,
siripanch@hotmail.com

Mongolie: développer les politiques et stratégies d'EFTP en renforçant la participation des acteurs

L'économie mongole a subi de nombreuses crises économiques. Naguère fortement influencée par le système socialiste, la Mongolie est actuellement en phase de transition et réorganise son économie pour passer de l'économie planifiée à l'économie de marché. De récentes enquêtes pilotes sur le marché du travail montrent que la croissance économique que connaissent depuis quelques années plusieurs secteurs, par exemple le bâtiment et la construction routière, les mines et le tourisme, s'est traduite par un accroissement de la demande de personnel qualifié. Or, le système actuel d'EFTP n'est pas en mesure de répondre aux attentes du monde du travail. Le gouvernement mongol reconnaît la nécessité d'élaborer des politiques et des stratégies nouvelles et novatrices d'EFTP et apporte un soutien résolu aux initiatives nationales d'EFTP. La *Stratégie du secteur éducatif pour 2000-2005* stipule les grands axes suivants en ce qui concerne le développement de l'EFTP:

- >> l'EFTP devrait répondre aux exigences du marché du travail;
- >> il importe de mettre en place des normes et un système d'évaluation;
- >> la formation initiale et continue des enseignants doit être améliorée;
- >> il est nécessaire de moderniser les installations techniques et technologiques.

Les réformes actuellement menées en Mongolie visent à transformer l'EFTP pour, à partir d'une structure éducative hautement spécialisée et cloisonnée, en faire un système plus flexible, par exemple en le décentralisant. Elles n'ont toutefois pas tout le succès et l'efficacité qui seraient nécessaires. L'un des principaux obstacles auxquels le développement de l'EFTP se heurte est l'absence de coopération entre les ministères

concernés et les responsables, entre les autorités locales et régionales, et entre le secteur éducatif et les entreprises, les ONG et les associations professionnelles.

Le partenariat social entre les ministères, le secteur privé, les associations et les ONG se trouvait au centre du séminaire national *Développement des politiques et des stratégies de FEP par le renforcement de la participation des acteurs en Mongolie*. Ce séminaire s'est tenu à Oulan Bator les 6 et 7 juillet 2005. Il était organisé conjointement par le centre UNEVOC de Mongolie, le ministère de l'éducation, de la culture et des sciences et le ministère des affaires sociales et de l'emploi, avec le concours du Centre international UNESCO-UNEVOC.

Quarante-huit participants de vingt-sept organisations ont pris part aux discussions ouvertes menées lors de la réunion. Ils venaient des ministères concernés, d'établissements d'enseignement professionnel, d'institutions privées de formation, de fédérations patronales, d'associations professionnelles, d'entreprises nationales, de sociétés étrangères d'investissement, et d'organisations donatrices et internationales. Le séminaire a constitué une excellente occasion pour de nombreux acteurs, qui normalement travaillent chacun pour soi, de mettre en commun leurs expériences et leurs problèmes et de débattre des éléments essentiels d'une politique nationale de la FEP. Tous les participants ont fait l'apport de leurs idées et ont manifesté leur volonté de coopérer pour la consolidation des efforts dans l'EFTP.

L'un des principaux résultats de la réunion a été la décision de créer un groupe de travail commun rassemblant des représentants du ministère de l'éducation, de la culture et des sciences et du ministère des affaires sociales et de l'emploi. Ce groupe de travail guidera le développement de la politique

d'EFTP sur la base des recommandations conjointes qui ont été élaborées lors de la réunion et remises au gouvernement mongol.

Un autre résultat important de la réunion est l'annonce qu'un «Conseil national» composé d'un grand nombre d'organisations du secteur privé va être reconstitué pour autoriser la participation des acteurs à différents niveaux du développement et de l'application des politiques et des stratégies.

Le séminaire *Développement des politiques et des stratégies de FEP par le renforcement de la participation des acteurs en Mongolie* a aussi permis de mener une discussion sur la mise en œuvre des



Participants au séminaire national, Mongolie

instruments normatifs de l'UNESCO en matière d'EFTP. Cette discussion a été lancée par une présentation de la *Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel* et de la *Convention sur l'enseignement technique et professionnel* par M. Efishon Munjanganja, Chef des réseaux UNEVOC au Centre international UNESCO-UNEVOC.

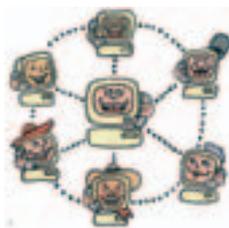
Pour en savoir plus:
Duger Bujinlkham, Chef d'équipe, Observatoire national de Mongolie – Centre UNEVOC,
Ministère de l'éducation, de la technologie et de la culture, Mongolie,
dbujinlkham@hotmail.com ou
mon_observatory@magicnet.mn

Forum par courrier électronique en espagnol et portugais

Foro de correo electrónico Hispano-Luso

Le forum par courrier électronique en espagnol et portugais est une liste de diffusion de messages électronique dressée par le Centre international UNESCO-UNEVOC. Il a été institué à la suite de la Réunion régionale des centres UNEVOC d'Amérique latine qui s'est tenue à Brasilia en 2004. Ce forum est destiné à jouer le rôle de plate-forme de discussion et d'échange sur les questions d'EFTP concernant l'Amérique latine et les Caraïbes. Il regroupe des éducateurs, des chercheurs et d'autres personnes désireuses de procéder sur une base non commerciale à un échange d'informations.

De nombreux responsables d'équipes UNEVOC d'Amérique latine sont abonnés au forum électronique UNESCO-UNEVOC. Malheureusement, leur partici-



pation aux discussions est souvent entravée par leur connaissance restreinte de l'anglais. C'est pour cette raison qu'il avait été suggéré de mettre en place un service analogue en espagnol et portugais.

Le forum par courrier électronique en espagnol et portugais en est encore à ses débuts, mais nous aimerions étendre la liste et **invitons donc tous les experts de l'EFTP d'expression espagnole ou portugaise à s'y inscrire.**

Pour en savoir plus:
Astrid Hollander, Experte associée,
Centre international UNESCO-UNEVOC,
A.Hollander@unevoc.unesco.org

Si vous désirez participer aux discussions et échanges de professionnels de l'EFTP en espagnol et en portugais, veuillez envoyer les informations suivantes à Mme Astrid Hollander à A.Hollander@unevoc.unesco.org:

- >> vos nom et prénom et votre pays de résidence,
- >> le nom de votre institution, le cas échéant,
- >> votre adresse électronique,
- >> votre intérêt professionnel en matière d'EFTP.

Ils vous sera adressé un message électronique confirmant votre inscription au forum par courrier électronique en espagnol et portugais, et vous recevrez ensuite tous les messages envoyés au forum.

Réseau sur l'enseignement technique et professionnel en Amérique latine et dans les Caraïbes

Red de Educación Técnica y Vocacional de América Latina y el Caribe

Le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes (OREALC) cherche à renforcer le rôle de l'EFTP en apportant un soutien aux dispositifs régionaux et aux initiatives nationales d'EFTP. Les activités de l'OREALC en matière d'EFTP visent à permettre la collaboration et le dialogue entre différents acteurs de la région et à faciliter le flux d'informations au sein des pays. Une initiative d'EFTP de l'OREALC est le nouveau *Red de Educación Técnica y Vocacional de América Latina y el Caribe (Réseau sur l'enseignement technique et professionnel en Amérique latine et dans les Caraïbes)*. Ce réseau rassemble des représentants de ministères de l'éducation, d'universités et d'institutions d'enseignement technique, de même que des représentants syndicaux et patronaux, qui tous interviennent dans la conception des politiques et les réformes. Les langues de travail du réseau sont l'espagnol et le portugais.

Le travail de planification et de coordination du réseau s'effectue dans le cadre de séminaires et réunions organisés par ses membres. Jusqu'à présent, le Brésil et le Chili ont accueilli de telles réunions, qui étaient consacrées aux besoins d'apprentissage

des jeunes, à l'employabilité des diplômés de l'EFTP et aux bonnes pratiques dans l'EFTP.

Les participants aux réunions du *Red de Educación Técnica y Vocacional de América Latina y el Caribe* partagent des informations sur les ques-

tions d'intérêt commun, discutent des possibilités de coopération régionale et planifient des activités visant à

- >> élargir l'accès des jeunes à des programmes adéquats d'apprentissage et d'acquisition de compétences nécessaires dans la vie courante;

L'enseignement technique et professionnel au niveau moyen dans sept pays d'Amérique latine

La Educación Técnica y Profesional de Nivel Medio en Siete Países de América Latina: Aproximaciones a un Estado del Arte

Cette récente publication de l'OREALC est une étude descriptive et un panorama comparatif de l'EFTP au Brésil, à Cuba, au Chili, en Équateur, au Mexique, au Paraguay et en Uruguay. Elle fournit un relevé de bonnes pratiques et de tendances nouvelles et d'innovations dans l'EFTP qui ont fait leur apparition dans la région en réaction aux changements profonds du marché du travail. Elle énonce trois problèmes essentiels communs qui se posent actuellement dans l'EFTP:

- >> les diplômés des filières techniques ne sont pas suffisamment préparés et formés à satisfaire aux exigences d'économies mondialisées et compétitives;

- >> l'EFTP n'est guère attrayante et jouit d'un moindre prestige que l'enseignement supérieur;

- >> les frais d'installation et de maintenance à engager pour mener un programme efficace d'EFTP sont élevés par comparaison avec d'autres programmes éducatifs.

Cette étude s'adresse aux décideurs et aux concepteurs politiques. Les informations de ce type disponibles pour la région étant fort limitées, elle devrait constituer une précieuse source d'information pour l'élaboration de stratégies et de politiques éducatives.

L'étude (en espagnol) peut être téléchargée au format PDF depuis le site web de l'OREALC à www.unesco.cl

Pour en savoir plus:
Beatriz Macedo, Spécialiste régionale en EFTP,
OREALC/UNESCO, Santiago de Chile,
bmacedo@unesco.cl



© ILO/Maillard J.

- >> mettre en commun les approches novatrices et les bonnes pratiques dans la région;
- >> venir en aide aux diplômés de l'EFTP par des services de placement (assurer l'insertion professionnelle des diplômés de l'EFTP).

En 2006, l'OREALC prévoit d'augmenter le nombre de membres du Red de Educa-

ción Técnica y Vocacional de América Latina y el Caribe. Il désire renforcer la portée du réseau en mettant en place un forum électronique et en modifiant son image actuelle de réseau rattaché à une institution, pour encourager ainsi les experts indépendants d'EFTP souhaitant mettre en commun leurs connaissances avec d'autres spécialistes de la région à se joindre au *Red de Educación Técnica y Vocacional de América Latina y el Caribe.*

Pour en savoir plus:

Beatriz Macedo, Spécialiste régional en EFTP, OREALC/UNESCO, Santiago de Chile, bmacedo@unesco.cl

> En bref <

Un nouveau Président pour le BiBB

Le 1er juillet 2005, Manfred Kremer, un spécialiste renommé et éminent de la formation professionnelle, a pris ses fonctions de Président de l'Institut allemand de la formation professionnelle (BiBB).

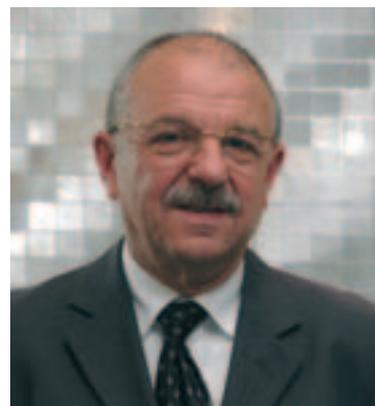
De janvier 2005 à mi-2005, M. Kremer a dirigé la Direction de la formation professionnelle au ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche. Il avait auparavant occupé pendant de nombreuses années au ministère la responsabilité du Service des

questions fondamentales de la formation professionnelle.

Le BiBB est l'une des principales institutions partenaires du Centre international UNESCO-UNEVOC et est le centre UNEVOC d'Allemagne.

Au nom de toute l'équipe du Centre international UNESCO-UNEVOC, je félicite M. Kremer et lui adresse tous mes vœux de succès à son nouveau poste. Nous nous réjouissons de voir se poursuivre la fructueuse coopération entre nos deux institutions.

Rupert Maclean
Directeur



M. Manfred Kremer, Président de l'Institut allemand de la formation professionnelle

> Inside UNESCO-UNEVOC International Centre <

Visiteurs du Centre

Avril 2005

Dr Margarita Pavlova, Université Griffith, Brisbane, Australie

Mme Maureen Wang'ati, Directrice générale/Specialiste en évaluation, Measure Africa Evaluation Consulting, Kenya, **Prof. J. S. Rajput**, ancien Directeur du NCERT, Inde, et **Dr Andreas König**, Consultant en développement des compétences et formation professionnelle, ont visité l'UNEVOC du 25 au 29 avril pour mener une évaluation indépendante du Centre international UNESCO-UNEVOC.

M. Florent Loiseau et **Mme Atsuko Shintani**, Spécialistes assistants en évaluation, Section de l'évaluation, UNESCO, Paris

Mai 2005

Dr Adoum Ngaba-waye, Coordinateur, CREFELD, Tchad

Juin 2005

Dr John Fien, Université RMIT, Melbourne, Australie

M. P. M. Leelaratne, Secrétaire au ministère de l'environnement et des ressources naturelles, Sri Lanka

Prof. Dr Man-Gon Park, P-DG, et **Prof. Myong Hee Kim**, Professeur assistant, Colombo Plan Staff College for Technician Education, Pasig City, Manille, République des Philippines

M. Stefan Erber, Chef d'équipe GTZ, BOTA, Botswana, et **M. Eric Odolei**, Conseiller GTZ, BOTA, Botswana

M. Peter J. Croll, Directeur, Centre international de conversion de Bonn, Allemagne

Dr Javier Rodriguez Cuba, Consultant en éducation et emploi, Universidad de Educación, Lima, Pérou

M. Manuel Cardoso, Spécialiste de programme assistant, Institut de statistique de l'UNESCO, Montréal, Canada

Dr Stephen Billet, Professeur associé d'éducation des adultes et d'enseignement professionnel, Université Griffith, Nathan, Australie

Juillet 2005

M. G. Krishnamurthy, Directeur, Fondation Sewalanka, Boralesgamuwa, Sri Lanka

Dr Barbara Malina, Commission nationale pour l'UNESCO, Bonn, Allemagne

Prof. Zhou Nanzhao, Directeur, Centre international de formation des enseignants, Université normale de Chine orientale, Shanghai, Chine

Quatre éducateurs professionnels principaux de centres UNEVOC de républiques d'Asie centrale: **Mme Shaizada Tasbulatova**, Institut pour le développement de la gestion dans l'éducation, Almaty, Kazakhstan, **Mme Djamilia Adjikhodjaeva**, Observatoire national, Bishkek, Kirghizistan, **Mme Sofiya Eftakova**, Ministère de l'emploi, Tadjikistan, et **M. Zafar Sattorov**, Ministère de l'éducation, Tachkent, Ouzbékistan, ont visité le Centre international UNESCO-UNEVOC à titre préparatoire avant de participer à un séminaire sur les partenariats sociaux en Allemagne.

Août 2005

Une délégation d'experts de l'EFTP d'Arabie Saoudite

Septembre 2005

Dr Margarita Pavlova, Université Griffith, Brisbane, Australie

Dr Toshio Ohsako, Conseiller UNESCO, Université de Tokyo, Japon

Octobre 2005

M. Gregor Verhufen, Spécialiste de l'Asie, Université de Bonn, Allemagne

Mme Naing Yee Mar, Associée, GloCorp NV, Amélioration des stratégies/impacts, Naarden, Pays-Bas

M. Harmen van Paradijs, Springer Science + Business Media, Directeur des publications, Dordrecht, Pays-Bas

M. Friedrich Stefan et M. Bernhard Sicking, Concours fédéral des langues étrangères, Bonn, Allemagne

M. K.P. Murthy, Consultant en stratégie, MICO-BOSCH, Bangalore, Inde, et M. Sunil Arora, Directeur des exportations, Bosch, Leinfelden-Echterdingen, Allemagne

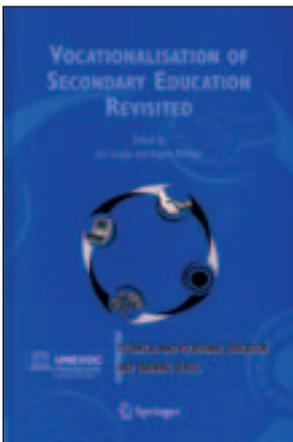
Novembre 2005

M. Bruno Lefèvre et Mme Anne Keller, Bureau de planification stratégique, siège de l'UNESCO, Paris

> Publications UNEVOC <

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE DE L'EFTP DE L'UNEVOC

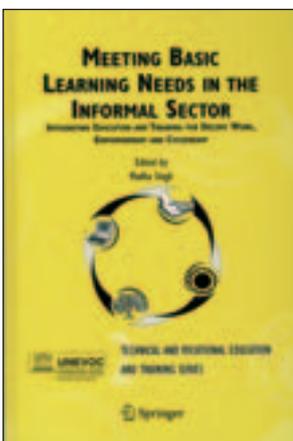
>> Vocationalisation of Secondary Education Revisited



[Nouveau regard sur la professionnalisation de l'enseignement secondaire] Jon Lauglo and Rupert Maclean (voir aussi page 4). Cette étude est consacrée aux rapports entre l'enseignement secondaire et l'éducation pour le monde du travail. Elle présente des exemples concrets de professionnalisation de l'enseignement secondaire en se référant notamment à la situation telle qu'elle se présente en Afrique, et examine les contraintes qui existent quant à la professionnalisation de la scolarité secondaire. Publié chez Springer, Pays-Bas, dans la *Série d'ouvrages de l'UNEVOC sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels: enjeux, interrogations et perspective*.

Anglais; peut être commandé à www.springer.com

>> Meeting Basic Learning Needs in the Informal Sector Integrating Education and Training for Decent Work, Empowerment and Citizenship



[Satisfaire aux besoins élémentaires d'apprentissage dans le secteur informel] Intégrer l'éducation et la formation pour le travail décent, l'autonomisation et la citoyenneté] Madhu Singh (voir aussi pages 4-6). Cette anthologie expose les tenants et les aboutissants des besoins élémentaires d'apprentissage et de compétences des personnes qui travaillent et vivent dans l'économie informelle. Elle présente des études de cas de différents pays examinant des stratégies d'éducation et de formation destinées à répondre à ces besoins d'apprentissage. Publié chez Springer, Pays-Bas, dans la *Série d'ouvrages de l'UNEVOC sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels: enjeux, interrogations et perspectives*.

Anglais; peut être commandé à www.springer.com

>> Bibliographies annotées de l'UNEVOC sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels

Il s'agit d'une série d'analyses documentaires sur des aspects clés de l'EFTP, qui s'adresse aux chercheurs, aux décideurs et aux praticiens de l'EFTP. Des titres ont été publiés déjà sur les thèmes suivants:

1. TVET for Sustainable Development [*L'EFTP au service du développement durable*]
2. Women and TVET [*Les femmes et l'EFTP*]
3. Youth Unemployment – Meeting the Needs of Youth [*Chômage des jeunes – répondre aux besoins des jeunes*]
4. Exploitative Work – Child Labour [*Exploitation par le travail – le travail des enfants*]
5. Occupational Health and Safety [*Santé et sécurité au travail*]



Anglais; téléchargement gratuit depuis: <http://www.unevoc.unesco.org/publications> ou commande à: order@unevoc.unesco.org

UNESCO-UNEVOC International Centre in 2004 – Highlights

[Le Centre international UNESCO-UNEVOC en 2004 – Faits saillants]

Cette brochure contient des informations sur les résultats notables obtenus par le Centre international UNESCO-UNEVOC dans les domaines de la coopération en réseau, du partage des connaissances, de la formation et de la promotion de la collaboration interagences en matière d'EFTP en 2004. Anglais; téléchargement gratuit depuis:

<http://www.unevoc.unesco.org/publications/pdf/UNEVOCHighlights2004.pdf> ou commande à: order@unevoc.unesco.org



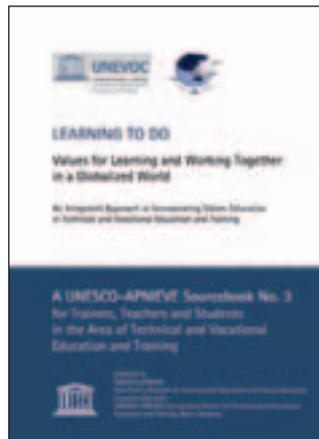
Learning To Do: Values for Learning and Working Together in a Globalized World

UNESCO-APNIEVE Sourcebook No. 3 for Trainers, Teachers and Students in the Area of Technical and Vocational Education and Training

[Apprendre à faire: des valeurs pour apprendre et travailler ensemble dans un monde globalisé]

Recueil UNESCO-APNIEVE n° 3 pour formateurs, enseignants et apprenants dans le domaine de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels]

Lourdes R. Quisumbing et Joy de Leo. Cet ouvrage constitue une ressource destinée à la transmission et à l'acquisition de valeurs pour travailler ensemble dans un monde globalisé. Il met l'accent sur le développement intégré de l'individu tout entier dans le contexte de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'EFTP à titre de préparation à la vie et au monde du travail. Il présente des plans d'unités pédagogiques que les enseignants et formateurs de l'EFTP pourront adapter pour les intégrer dans leurs propres cours et leurs propres matériels. Anglais; téléchargement gratuit depuis: <http://www.unevoc.unesco.org/publications/pdf/LearningToDo.pdf> ou commande à: order@unevoc.unesco.org



Rapport final de la réunion internationale d'experts de l'UNESCO «Apprendre pour le travail, la citoyenneté et la durabilité»

Cette réunion s'est tenue du 25 au 28 octobre 2004 à Bonn, Allemagne, pour dresser un bilan quinquennal des progrès réalisés depuis le deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel. Le rapport final comprend les exposés et les discussions de la réunion de même que ses conclusions (Déclaration de Bonn) et une



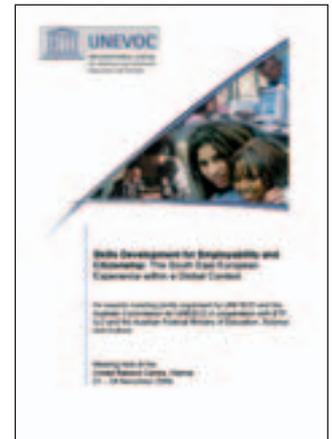
série de suggestions à l'appui du développement par l'UNESCO de l'élément d'EFTP de son plan d'action pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable. Anglais et français; téléchargement gratuit depuis: <http://www.unevoc.unesco.org/sustainable> ou commande à: order@unevoc.unesco.org

Rapport final de la réunion d'experts «Skills Development for Employability and Citizenship: The South East European Experience within a Global Context»

[Développement des compétences pour l'employabilité et la citoyenneté: l'expérience de l'Europe du Sud-Est dans un contexte mondial]

Cette réunion, organisée du 21 au 24 novembre 2004 à Vienne, Autriche, avait pour principal objet de trouver les meilleurs moyens de satisfaire aux besoins des pays d'Europe du Sud-Ouest dans le contexte des objectifs de l'EPT et de la démarche stratégique de l'UNESCO en matière de renforcement de la coopération dans ces pays. Anglais; téléchargement gratuit depuis:

www.unevoc.unesco.org ou commande à: order@unevoc.unesco.org

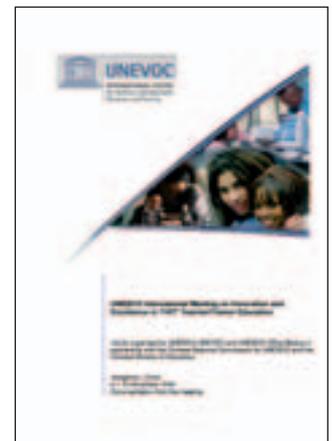


Rapport final de la réunion internationale de l'UNESCO «Innovation and Excellence in TVET Teacher/Trainer Education»

[Innovation et excellence dans la formation des enseignants/formateurs de l'EFTP]

Les participants à cette réunion qui s'est tenue du 8 au 10 novembre 2004 à Hangzhou, Chine, ont recherché ensemble comment améliorer la qualité des professionnels de l'EFTP par des études supérieures. Le rapport présente des propositions relatives à la constitution d'une nouvelle association internationale de l'EFTP et à un curriculum cadre international pour les études de maîtrise en recherche et formation d'enseignants d'EFTP. La réunion a également entériné la Déclaration de Hangzhou. Anglais; téléchargement gratuit depuis:

www.unevoc.unesco.org ou commande à: order@unevoc.unesco.org





UNEVOC

CENTRE INTERNATIONAL
pour l'enseignement
et la formation techniques
et professionnels

Le bulletin UNESCO-UNEVOC est publié plusieurs fois par an en anglais, arabe, espagnol, français et portugais:

- >> en **version imprimée**;
- >> en **version numérique** Adobe Acrobat (format PDF);
- >> sur le **site web** à www.unevoc.unesco.org/bulletin.

Il peut être téléchargé, réimprimé et distribué gratuitement, sous forme intégrale ou partielle, sous réserve de mention de la source.

Éditeur: Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (Centre International UNESCO-UNEVOC).

Rédactrice en chef: Maja Zarini

Rédactrices: Natalia Matveeva and Jennifer Stapper

Traduction: Max Guggenheim

Pour vous abonner à l'une des versions susvisées ou pour toute autre correspondance, prière de contacter

- >> pour les versions **anglaise, espagnole et française**:

UNESCO-UNEVOC International Centre
Görresstr. 15, 53113 Bonn, Allemagne
Tél.: [+49] (228) 243370,
Fax.: [+49] (228) 2433777
Courrier électronique: bulletin@unevoc.unesco.org

Si vous désirez vous abonner, veuillez spécifier la langue (anglais, français ou espagnol) et la version (imprimée ou PDF) désirées et indiquer votre nom et votre adresse postale complète (pour les versions imprimées) ou votre nom et votre adresse électronique (pour les versions numériques).

- >> pour la version en **arabe**:

UNESCO Beyruth Office
Sulieman Sulieman
B.P. 5244, Beirut, Liban
Tél.: [+961] (1) 850015, Fax.: [+961] (1) 824854
Courrier électronique: s.sulieman@unesco.org

- >> Pour la version en **portugais**:

UNESCO Office Brasilia
Marilza Regattieri
SAS - Quadra 05 - Bloco H - lote 06
Ed. CNPq/IBICT/UNESCO - 9º andar
70070-914 Brasilia - DF Brésil
Tél.: [+55] (61) 2106 3566/65,
Fax: [+55] (61) 322 4261
Courrier électronique: grupoeditorial@unesco.org.br

Déni de responsabilité: Le choix et la présentation des données qui figurent dans cette publication, de même que les opinions qui y sont exprimées, ne représentent pas nécessairement les vues du Centre international UNESCO-UNEVOC et n'engagent pas l'Organisation.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

> Calendrier des formations <



Competency-based training of trainers

Avril/septembre 2006 (inscription); cours à distance; langue: anglais

Formación de formadores por competencias

avril/mai/septembre 2006 (inscription); cours à distance; langue: espagnol

Pour en savoir plus:

Tél.: [+39] (011) 6936-523 (- 577, - 578, -111)

Fax: [+39] (011) 6936 469 / 6638 842

delta@itcilo.it

> Calendrier des manifestations <

Troisième Congrès international de management de la qualité dans les systèmes d'éducation et de formation, CIMQUSEF'2006

L'efficacité des processus de production des compétences entre employabilité et cohésion socioculturelle

Date: 24-26 avril 2006. **Lieu:** Rabat, Maroc. **Langues:** arabe, anglais, français

Organisateurs: Association marocaine pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement (AMAQUEN) et École normale supérieure de l'enseignement technique de Rabat (ENSET)

Informations: <http://www.amaquen.org/amaquenweb/cimqusef2006/default.htm>



Conférence internationale Preparing Teachers for a Changing Context

Date: 3-6 mai 2006. **Lieu:** Londres, Royaume-Uni. **Langue:** anglais

Organisateurs: Institut d'éducation, Université de Londres, et Université normale de Beijing

Informations: www.ioe.ac.uk/may2006



eLA - eLearning Africa: 1ère Conférence internationale sur les TIC pour le développement, l'enseignement et la formation

Date: 24-26 mai 2006. **Lieu:** UNCC, Addis-Abeba, Éthiopie. **Langues:** anglais, français

Organisateurs: ICWE GmbH - International Conferences, Workshops and Exhibitions et Hoffmann & Reif Consultants

Informations: www.elearning-africa.com